

Actualités 3/2022

Die elektronische Zeitschrift der
Deutsch-Französischen Juristenvereinigung e.V.



■ Termine 2023

Frühjahrstagung der DFJ
29. April 2023 in Heidelberg

Gemeinsame Tagung der
AJFA und der DFJ
14. bis 17. September 2023
in Toulouse

Vorseminar der AJFA und
der DFJ
12. bis 17. September 2023
in Toulouse

Liebe Mitglieder,
liebe Freunde der DFJ,

die Straßburger Jahrestagung liegt schon drei Monate zurück und wir hoffen, dass die Teilnehmer sie gut in Erinnerung behalten. In unserer diesjährigen Weihnachtsausgabe haben wir einen bunten Strauß an Beiträgen zusammengestellt, die die in Straßburg vorgestellten Themen vertiefen oder auf andere Weise darstellen. So können Sie einen Hauch von Straßburg mit in Ihre Weihnachtsferien nehmen.

Das Jahresende ist ein willkommener Anlass, das ganze Jahr Revue passieren zu lassen. Mit zwei sehr gut besuchten Tagungen, drei Neuerscheinungen in der DFJ-Schriftenreihe, vier DFH-Exzellenzpreisen und nicht zuletzt unseren *Actualités* ist es unserer Vereinigung gelungen, den pandemie-bedingten Stillstand gut zu überwinden. Dafür danken wir den engagierten Referenten, Verfassern und ganz besonders den Vorstandsmitgliedern und dem Sekretariat der DFJ!

Das Redaktionsteam wünscht Ihnen frohe Festtage und ein glückliches Jahr 2023.

Ihre

Fabienne Kutscher-Puis

Chers membres,
chers amis de la DFJ,

Notre congrès de Strasbourg remonte déjà à plus de trois mois et nous espérons que les participants en gardent un bon souvenir. La présente édition de Noël offre un pot-pourri d'articles approfondissant ou présentant différemment les thèmes abordés à Strasbourg. Apportez ainsi une petite note strasbourgeoise à vos vacances de Noël.

La fin d'année est un moment propice pour passer en revue les derniers douze mois. Avec deux conférences bien fréquentées, trois parutions dans notre série DFJ, quatre prix d'excellence UFA et naturellement nos *Actualités*, notre association a bien surmonté une certaine paralysie due à la pandémie. Un grand merci aux intervenants et auteurs pour leur engagement et tout particulièrement aux membres du Bureau et au secrétariat de la DFJ.

L'équipe de rédaction vous souhaite de joyeuses fêtes de fin d'année et une belle et heureuse année 2023.

Bien à vous,

Fabienne Kutscher-Puis

Inhaltsverzeichnis

Die Vereinigung aktiv.....	4
Le 16 septembre 2022 à Strasbourg, une date et un lieu qui resteront en notre mémoire	4
von Dr. Fabienne Kutscher-Puis, Düsseldorf	
Die Deutsch-Französische Juristenvereinigung im Elsass – Bericht über die Jahrestagung 2022.....	6
von Michelle Sieburg, Heidelberg	
Praxiswissen.....	10
Was blieb von Kaisers Recht in Elsass-Lothringen?	10
von Prof. Dr. Dr. Norbert Gross, Karlsruhe	
Pflicht zum Handeln?! Die deutsch-französische Luftfahrt und der Klimaschutz auf der ILA.....	22
von Sybille Rexer, Hamburg	
Aus den Hochschulen.....	24
Plaider les droits de l'homme - Une association au service de la formation aux droits de l'Homme.....	24
von Dr. Manuela Brillat, Strasbourg, Sabine Klostermann, Freiburg im Breisgau	
Programme de formation continue en droit allemand pour avocats français 2023	28
Im Gespräch.....	29
Herr Edmond Gresser, Notar, La Wantzenau (Straßburg) im Gespräch	29
Jurisprudentia	30
Verkehrsunfall in Frankreich: Zur Einordnung des Haushaltsschadens in die Dintilhac-Systematik	30
von Prof. Dr. Francis Limbach	
Recht verständlich	36
Le droit d'auteur voisin – das Presseleistungsschutzrecht	36
von Marie-Avril Roux Steinkühler, Berlin/Paris	
Lesenswertes.....	40
Norbert Gross, Was blieb von Kaisers Recht in Elsass-Lothringen?	40
von Prof. Dr. Joachim Gruber, Zwickau	
Neue Perspektiven.....	45
Stellenanzeige Milliman, Paris	45
<i>Senior Legal Counsel IT and Contract Law, EMEA (m/w/d)</i>	
Stellenanzeige Berton & associés, deutsch-französische Rechtsanwaltskanzlei, Straßburg.....	46
<i>Deutsch-Französischer Rechtsanwalt/Diplom-Jurist (m/w/d)</i>	
Stellenanzeige DS GRANER & Partner mbB Rechtsanwälte Avocats, Stuttgart.....	47
<i>Rechtsanwalt (m/w/d) im Wirtschaftsrecht (in Vollzeit)</i>	

Stellenanzeige Weiland & Partenaires, Avocats à la Cour, Rechtsanwälte, Paris	48
<i>Avocat(e) collaborateur/collaboratrice libéral(e)</i>	
Stellenanzeige Rechtsanwaltskanzlei Vogel & Vogel, Paris:.....	49
<i>Rechtsanwalt (m/w/d) für die Bereiche Produkthaftungsrecht und Recht der industriellen Risiken</i>	

Impressum

Deutsch-Französische Juristenvereinigung e.V.

Präsident:

Prof. Dr. Marc-Philippe Weller

Vizepräsident:

Dr. Heiner Baab

Generalsekretärin:

Dr. Fabienne Kutscher-Puis

Schatzmeister:

Dr. Christoph Hirschmann

Redaktion:

Dr. Fabienne Kutscher-Puis (V.i.S.d.P.)

fkp@kutscher-puis.com

Dr. Konstanze Brieskorn

k.brieskorn@hwh-avocats.com

DFJ-Sekretariat:

Jutta Leither

Johannes Gutenberg-Universität Mainz

Fachbereich 03

D-55099 Mainz

Telefon: +49 6131 39-22412

E-Mail: [jleith@uni-mainz.de](mailto:jlleith@uni-mainz.de)

Vereinsregister Mannheim VR 100197

Internet

www.dfj.org

■ Die Vereinigung aktiv

Le 16 septembre 2022 à Strasbourg, une date et un lieu qui resteront en notre mémoire

par Fabienne Kutscher-Puis, Düsseldorf

Entrée en vigueur de l'expulsion de la Fédération de Russie

Le congrès annuel de la Deutsch-Französische Juristenvereinigung à Strasbourg les 16 et 17 septembre coïncidait, hélas, avec la date à laquelle la Fédération de Russie a cessé d'être Haute Partie contractante à la Convention européenne des droits de l'homme.

Dès l'invasion de la Fédération de Russie en Ukraine, le 24 février 2022, les Délégués des Ministres ont adopté une décision pour condamner « avec la plus grande fermeté l'agression armée contre l'Ukraine par la Fédération de Russie en violation avec le droit international » et inviter « instamment la Fédération de Russie à cesser immédiatement et sans condition ses opérations militaires en Ukraine ». Nous savons que ces demandes, comme celles de la communauté internationale, sont restées lettre morte. Ceci a conduit le Conseil de l'Europe à décider, par résolution du 22 mars 2022 prise en séance plénière, d'expulser la Fédération de Russie à compter du 16 septembre 2022. Cette résolution suivait un vote en Assemblée parlementaire le 15 mars 2022 et une communication du même jour du Gouvernement de la Fédération de Russie informant le Secrétaire Général de son retrait du Conseil de l'Europe.

En conséquence de cette décision, la Cour européenne des droits de l'homme n'est plus habilitée à traiter de violations présumées qui se seraient produites sur le territoire russe après le 16 septembre 2022. Ainsi, à cette date, les victimes de telles violations ont perdu le droit de saisir la Cour de requêtes visant à condamner la Fédération de Russie. Un vrai dilemme pour les défenseurs des droits de l'homme et leurs porte-paroles car, si la décision se comprend comme une sanction de la Fédération de Russie, elle aboutit aussi à priver les personnes physiques vivant en Russie d'une protection juridique contre un régime qui bafoue nombre de libertés fondamentales.



**Jutta Gisela Frasch,
Botschafterin der Bundesrepublik Deutschland
beim Europarat**



Marie Fontanel, Ambassadrice de la République Française auprès du Conseil de l'Europe

Un dilemme dont les participants à notre congrès de Strasbourg ont parfaitement perçu la dramatique dimension en écoutant deux diplomates de renom qui ont fait à notre association le très grand honneur d'ouvrir nos travaux. Dans un discours à deux voix, en français et en allemand, qui, si la situation n'était pas si grave, auraient charmé nos cœurs de juristes franco-allemands, Madame Jutta Gissela Frasch, Ambassadrice de la République fédérale d'Allemagne auprès du Conseil de l'Europe, et Madame Marie Fontanel, Ambassadrice de la République Française auprès du Conseil de l'Europe, ont montré ô combien la décision d'expulsion de la Fédération de Russie est à double tranchant mais aussi inéluctable.

Face aux violences commises par la Fédération de Russie en Ukraine et la violation non seulement du principe international de souveraineté territoriale mais également des droits à l'intégrité physique de la population ukrainienne, les États signataires de la Convention européenne des droits de l'homme ne pouvaient qu'actionner le droit d'expulsion de la Fédération de Russie prévu par l'article 8 du Statut du Conseil de l'Europe. Cet article pris en relation avec l'article 3 du même Statut autorise le Conseil de l'Europe à décider de la cessation de l'appartenance au Conseil de l'Europe du Membre qui, en dépit d'une demande formelle, continue à enfreindre gravement « le principe de la prééminence du droit et le principe en vertu duquel toute personne placée sous sa juridiction doit jouir des droits de l'homme et des libertés fondamentales ».

Le 15 mars 2022, l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a décidé, par 216 voix pour, 0 voix contre et 3 abstentions, l'expulsion de la Fédération de Russie. Tout comme dans les rangs des États membres de l'Union européenne, les États membres du Conseil de l'Europe ont fait preuve d'union en faveur de la paix sur le sol européen. Cette réaction soudée face à l'agresseur russe a été le fruit du travail en amont des diplomates européens, parmi eux Mesdames les Ambassadrices Frasch et Fontanel. Dans leur discours d'ouverture du congrès de la DFJ à Strasbourg, ces dernières ont eu à cœur de partager avec nous leurs valeurs européennes, leur travail quotidien en vue d'affermir la cohésion du couple franco-allemand face aux atteintes aux droits de l'homme, mais aussi et surtout leur bel optimisme sur un avenir commun que nous, juristes franco-allemands, sommes à même de construire en protégeant par nos actions la primauté du Droit.



Dr. Fabienne Kutscher-Puis, LL.M. ist Rechtsanwältin in Düsseldorf, Fachanwältin für Internationales Wirtschaftsrecht und Avocat à la Cour de Paris.

Ihr Tätigkeitsschwerpunkt ist das Handels- und Vertriebsrecht im deutsch-französischen Rechtsverkehr.

Sie ist Mitglied im Vorstand der DFJ und Schriftleiterin der Actualités.

Die Deutsch-Französische Juristenvereinigung im Elsass - Bericht über die Jahrestagung 2022

von Michelle Sieburg, Heidelberg



Nach einer unfreiwilligen pandemiebedingten Pause von zwei Jahren fand im September erstmals wieder die Jahrestagung der DFJ in Straßburg statt. Vom 16. September bis zum 18. September beherbergten die Räume des *Ordre des Avocats de Strasbourg* eine Variation an Vorträgen zu deutsch-französischen sowie internationalen Themen aus dem Gebiet der Rechtswissenschaften. Traditionsgemäß fanden sich zwei Tage vor Beginn der Jahrestagung bereits die Teilnehmerinnen und Teilnehmer des Vorseminars ein, die sich mit vielseitigen Vorträgen und Workshops auf die Tagung einstimmen konnten.

Der erste Tagungstag

Zum Auftakt hießen Herr Prof. Dr. Marc-Phillipe Weller, Präsident der DFJ, und Frau Dr. Fabienne Kutscher-Puis, Generalsekretärin der DFJ, die Tagungsteilnehmerinnen und -teilnehmer herzlich willkommen. Es folgten die Begrüßungsworte der Botschafterinnen Frau Jutta Gisela Fräsch, Botschafterin der Bundesrepublik Deutschland beim Europarat, und Frau Marie Fontanel, Botschafterin der Republik Frankreich beim Europarat. Beide betonten die Wichtigkeit der internationalen Zusammenarbeit innerhalb Europas, insbesondere in Krisenzeiten. Anschließend begrüßte Herr Marc Jantkowiak, *Avocat au Barreau de Strasbourg*, die Zuhörerinnen und Zuhörer im Namen des *Bâtonnier de Strasbourg*, Bruno Huck. Es wurde außerdem der Deutsche Anwaltverein (DAV) Straßburg vorgestellt von seinem Präsidenten, Herrn Xavier Drouin, *Avocat au Barreau de Strasbourg*. Der Verein ist Anlaufstelle und Austauschplattform für deutsche Anwältinnen und Anwälte, die in Straßburg tätig sind.

Den Beginn der fachlichen Vorträge machte Rechtsanwalt Prof. Dr. Francis Limbach zur Reform des französischen Schuldrechts. Konkret ging es um das Minderungsrecht, welches mit der Reform des französischen Vertragsrechts 2016 und 2018 zu einem universellen Minderungsrecht herangewachsen ist: Art. 1223 des *Code civil* sieht vor, dass der Gläubiger im Fall der unvollkommenen Leistung den Preis der Leistung nach unverzüglicher Mitteilung an den Schuldner anteilig mindern kann. Prof. Dr. Francis Limbach erklärte die *obligation de résultat* und die *obligation de moyen*. Bei letzterer ist kein konkreter Erfolg geschuldet, sondern eine Erfüllungshandlung, die einem bestimmten Arbeits- und Sorgfaltsmaßstab entsprechen muss. Hier kann der Gläubiger unter Umständen den Kaufpreis mindern, obwohl der durch die Handlung erhoffte Erfolg letztlich eingetreten ist. Aus deutscher Perspektive ein Wertungswiderspruch, aber vielleicht lässt sich doch das Ein oder Andere am universellen Minderungsrecht unserer Nachbarn abgucken.



Prof. Dr. Marc-Philippe Weller und Prof. Dr. Nicolas Rontchevsky zeigten aus deutscher und französischer Perspektive, wie Unternehmen im Rahmen der *Environmental Social Governance* (ESG) zu mehr Umweltschutz beitragen können. Sie stellten verschiedene rechtliche Instrumente vor, die Unternehmen zum Schutz der Umwelt und Menschenrechte verpflichten. So wurde mit der *Corporate Sustainability Reporting-Richtlinie* (CSR-RL) die Pflicht einer auch Umwelt-, Arbeitnehmer- und Sozialbelange umfassenden Berichterstattung von Kapitalgesellschaften eingeführt, die sich in § 289c HGB wiederfindet. Die *Corporate Sustainability Due Diligence-Richtlinie* (CSDD-RL) legt fest, dass Geschäftsmodelle nachhaltig und darüber hinaus mit dem Pariser Klimaschutzabkommen vereinbar sein müssen. Die beiden Vortragenden weckten so manche Neugier bei ihren Zuhörerinnen und Zuhörern, die bei der nächsten Tagung vielleicht eine Fortsetzung zur weiteren Entwicklung von ESG erwarten können.

Was in Straßburg im Programm natürlich nicht fehlen durfte, sind die Menschenrechte. Rechtsanwalt Dr. Roland Giebenrath und Maître Dr. Manuela Brillat gaben einen Einblick in die Arbeit der Menschenrechtsanwältinnen und -anwälte und stellten den Europäischen Gerichtshof für Menschenrechte (EGMR) vor. Es überraschte nicht, dass Russland zu den drei am meisten verurteilten Staaten gehört, zusammen mit der Türkei und Italien. Auch Deutschland und Frankreich haben zahlreiche Verurteilungen am EGMR zu verzeichnen. Ein großes Problem hierzulande ist die oftmals ausufernde Länge der Gerichtsverfahren; Frankreich hingegen hat mit angemessenen Lebensbedingungen für Häftlinge in

französischen Gefängnissen zu kämpfen. Herr Dr. Giebenrath und Frau Dr. Brillat erklärten, dass die Arbeit der Menschenrechtsanwältinnen und -anwälte lange vor dem Verfahren am Gerichtshof beginnt, nämlich mit der Vorbereitung des Beschwerdeformulars, welches Angaben zum Sachverhalt und der Rechtslage enthält. Dieses Formular ist die Grundlage der weiteren Bearbeitung am Gerichtshof. Dort gehen pro Tag 300 bis 400 Beschwerden ein. Im Schnitt bleiben nicht mehr als 15 Minuten, um substanzlose Beschwerden herauszufiltern. Das erklärt wohl auch, weshalb die meisten Individualbeschwerden bereits an der Zulässigkeit scheitern. Wenn eine Beschwerde jedoch durchkommt und ein Urteil verkündet wird, hat dieses oft richtungsweisenden Einfluss.

Zum Schluss hielt Marie-Avril Roux Steinkühler einen Vortrag über den Schutz der Pressefreiheit und zeigte, dass auch hier eine europäische Vorgehensweise erforderlich ist. Näheres zu dieser Thematik finden Sie in dieser Ausgabe der *Actualités* in der Rubrik „Recht verständlich“. Der erste Tagungstag endete mit elsässischem Flammkuchen bei einem gemeinsamen Abendessen im Restaurant und Brauhaus „Le Tigre“.

Der zweite Tagungstag

Bevor es am Samstagnachmittag zu einer Weinverkostung ins Umland von Straßburg ging, leiteten zwei Vorträge über die europäische Erbrechtsverordnung (EU-ErbVO) das Ende der diesjährigen Tagung ein. Eine inhaltliche Einführung übernahmen Herr Edmond Gresser, Notar, und Barbara Boetzlé-Crocq, *diplômée notaire*. Die EU-ErbVO dient der Lösung von Problemen, die bei einem Todesfall aufgrund der unterschiedlichen Rechtsordnungen entstehen können. Seit Erlass der EU-ErbVO kann der Erblasser wählen, welches Recht anzuwenden ist. Des Weiteren wurde ein europäisches Nachlasszeugnis eingeführt, dessen Funktionen mit denen des deutschen Erbscheins vergleichbar sind. Frau Rechtsanwältin Herta Weisser zeigte anschließend anhand von Praxisbeispielen die Brisanz von erbrechtlichen Fällen mit grenzüberschreitenden Sachverhalten. So lernten die Zuhörer, dass Johnny Hallyday nicht nur den Rock ´n´ Roll nach Frankreich brachte, sondern auch einige erbrechtliche Probleme. Teils in Frankreich verwurzelt durch Arbeit und Herkunft, teils in den Vereinigten Staaten, wo er zuletzt seinen ständigen Aufenthalt hatte, blieb die Frage: „Welche Rechtsordnung ist anzuwenden?“. Solche grenzüberschreitenden Sachverhalte treten immer häufiger auf, da auch das Leben internationaler wird: ob nun Arbeitsstelle im Ausland oder ausländische Lebensgefährtin bzw. ausländischer Lebensgefährte. Die sehr gelungenen Vorträge erinnerten auch daran, sich dringend um seinen Nachlass zu kümmern, wenn das nicht schon geschehen ist.



Nach einer weiteren Kaffeepause zur Stärkung der Gemüter sprach Herr Prof. Dr. Dr. Norbert Gross, ehemaliger Anwalt am Bundesgerichtshof, über die Geschichte des lokalen Rechts in Elsass-Lothringen. An dieser Stelle soll jedoch nicht zu viel vorweggenommen werden, denn Prof. Dr. Dr. Gross hat ebenfalls einen Artikel über das Kaiserrecht in Elsass-Lothringen für die *Actualités* verfasst. Den Abschluss der Vortragsreihe bildete Rechtsanwalt Volkhard Hente, der anlässlich der Ausstellung des *Ordre des Avocats de Strasbourg* auf die Geschichte der Anwaltschaft einging. Von den Fürsprechern im antiken Griechenland über die Gründung der ersten Anwaltskammer in Straßburg im Jahr 1823, Volkhard Hente beeindruckte mit seinen umfassenden Geschichtskennntnissen. Die Zuhörerinnen und Zuhörer erhielten einen interessanten Überblick über die Entwicklung der Anwaltschaft insbesondere im Elsass, wo das lokale Recht eine besondere Rolle spielt und die Deutschen lange Zeit nicht willkommen waren.



Umso schöner ist es, dass heute vielerorts deutsch-französische Freundschaften entstehen. Die Jahrestagung der DFJ ist ebenfalls eine Frucht dieser Entwicklungen und zeigt, was eine solche Verbundenheit mit sich bringt: über die fachliche Zusammenarbeit hinaus findet ein kultureller Austausch statt, der auch bei der diesjährigen Tagung nicht zu kurz gekommen ist. Nach einem letzten gemeinsamen Mittagessen in den Räumen des *Ordre des Avocats de Strasbourg* stand der Besuch der Domaine Armand Gilg in Mittelbergheim an, mit einer Führung über das Weingut und anschließender Weinprobe. Das Weingut überzeugte mit seiner vielseitigen Auswahl, sodass der ein oder andere in eine Flasche Wein als Andenken investierte.

Den krönenden Abschluss der Tagung bildete das traditionelle Galessen am Samstagabend im Maison Kammerzell direkt neben dem Straßburger Münster – ein eindrucksvolles Restaurant, das bereits zahlreiche weltbekannte Gäste begrüßen durfte, darunter nun auch die DFJ. Bei köstlichen Spezialitäten aus Elsass und Frankreich feierten alle Anwesenden die erste Jahrestagung seit Beginn der Pandemie. Für die überaus gelungene Organisation der Tagung, inklusive des Vorseminars, ist insbesondere Frau Dr. Fabienne Kutscher-Puis, Frau Jutta Leither, Frau Dr. Myriam Alimi, Herrn RA Eric Lelarge, Herrn RA Volkhard Hente und Herrn Dr. Roland Giebenrath und zu danken! *À la prochaine, in Toulouse !*



*Michelle Sieburg studiert Jura an der Universität Heidelberg mit Schwerpunkt auf dem Völkerrecht.
Ihr besonderes Interesse gilt den Menschenrechten.*

■ Praxiswissen

Was blieb von Kaisers Recht in Elsass-Lothringen?

von Professor Dr. Dr. Norbert Gross, Karlsruhe



Auf vielfältigen Wunsch unserer Mitglieder veröffentlichen wir den Vortragstext von Herrn Prof. Dr. Dr. Gross, der das Fachprogramm der Straßburger Jahrestagung auf wunderbare Weise beendet und den Teilnehmern die besondere Stellung des Elsasses im französischen Rechtssystem eindrucksvoll vor Augen geführt hat. Die Vortragsform wurde beibehalten.

Die Regie hat meine wenigen Bemerkungen dankenswerterweise an das Ende einer Reihe von Vorträgen gesetzt, die sich sämtlich erleuchtenden und jedenfalls nützlichen Gegenständen gewidmet haben. Das Thema meines Vortrags erinnert mich allerdings an die Worte, die *Theodor Mommsen* einem später berühmten Doktoranden ins Stammbuch geschrieben hatte: „...er möge stets daran denken, wie praktisch es für den praktischen Juristen ist, sich auch mit unpraktischen Dingen zu beschäftigen“.

Vorab muss ich mich für den etwas reißerischen Titel meines Vortrags entschuldigen, der zudem, wie Sie sogleich sehen werden, auch ungenau und mehrdeutig ist. Wer hätte mir aber überhaupt zugehört, wenn mein heutiger Vortrag zwar völlig korrekt, aber ebenso farblos angekündigt worden wäre: Das *droit local* in den drei Ost-Départements? Hand aufs Herz: niemand.

Und nun zum Thema.

Nur selten hat die Rechtsgeschichte noch einen unmittelbaren Bezug zur Anwendungspraxis des Rechts. Das macht für den Historiker wie für den grenzgängerischen Rechtspraktiker, zu denen zu sprechen ich die Ehre habe, den Reiz eines geweiteten Blicks über den Rhein auch heute noch aus. Eineinhalb Jahrhunderte einer wechsellvollen Geschichte haben dem ehemaligen Reichsland Elsass-Lothringen einen als kurzlebige Übergangszeit gedachten Fortbestand wirtschaftlicher, sozialer und kultureller Einrichtungen aus der Zeit vor der Rückkehr an Frankreich nach dem Ersten Weltkrieg beschert.

Eingangs zwei klarstellende Bemerkungen: nur die Deutschen haben 1871 den Begriff „Elsass-Lothringen“ geprägt, den es zuvor nicht gab und der – historisch gesehen – auch ungenau ist und dessen französische Variante „*Alsace-Lorraine*“ in Frankreich in den 20er Jahren des letzten Jahrhunderts sogar verboten war. Zum traditionellen Elsass nach dem Westfälischen Frieden wie zu dem *Département Haut-Rhin* zählte nämlich auch Belfort und sein Umland, das jedoch wegen seiner heldenhaften Verteidigung gegen die preußisch-badischen Truppen von Bismarck in den Verhandlungen ausgesondert und als eine Art Ehrengabe an Frankreich zurückgegeben worden war. Daraus wurde das kleinste französische *Département*, das bis heute den ungewöhnlichen, aber geschichtsträchtigen Namen *Territoire de Belfort* trägt. Eine weitere Besonderheit: Der zweite Landesteil von Elsass-Lothringen erfasste keineswegs die historische Region Lothringen, sondern nur dessen kleinen, damals überwiegend deutschsprechenden Teil. In der Folge gab es daher zumindest im Sprachgebrauch zwei Lothringen, das alte, historische mit Nancy in Frankreich und das neu gebildete Teil-Reichsland in Deutschland mit Metz. Klingt das nicht wie heute Mazedonien und Nord-Mazedonien? Kein Wunder also, dass man in Frankreich seither nicht von „*Alsace-Lorraine*“, sondern nur von den drei Ost-Départements oder von „*Alsace-Moselle*“ spricht. Allerdings mit einer nur scheinbaren Ausnahme: Der grüne Michelin-Führer trägt auch heute noch den Titel „*Alsace Lorraine*“, nur ohne Bindestrich und mit ganz Lothringen im Beschrieb. Sie sehen, wie trügerisch Worte sein können.

Begleiten Sie mich also bitte auf den folgenden Stationen, die historische und rechtsgeschichtliche Aspekte sowie unmittelbar geltendes Recht auf in Europa einzigartige Weise verbinden. Die vier folgenden Kapitel widmen sich der Entwicklung des Rechts seit 1871, der Rückgliederung an Frankreich 1919, der Darstellung einiger markanter Beispiele der Fortgeltung von „Kaisers Recht“ und schließlich einem Ausblick in die Zukunft. Im Zentrum steht dabei

I. Station: Die Rechtsentwicklung seit 1871

weniger die Frage nach dem „Was ist?“ als die viel tiefer schürfende Grundfrage nach dem „Warum?“.

Dieses neu geschaffene Gebilde, das Reichsland Elsass-Lothringen, war von 1871 bis 1919, also fast ein halbes Jahrhundert lang, Teil des ebenfalls neu geschaffenen deutschen Kaiserreichs. Damit unterlag es der Gesetzgebung des Reiches, die es anfangs allerdings noch nicht gab, dann in den Kinderschuhen steckte und erst nach und nach mehr und mehr und schließlich alle Lebensbereiche erfasste. Da 1871 im neuen Kaiserreich noch nicht einmal ein einheitliches BGB und schon gar keine eigene Justizverfassung mit eigenen Prozessordnungen bestanden, blieb zunächst alles beim Alten. Der *Code civil* blieb, wie in den gesamten linksrheinischen Gebieten und weitgehend auch in Baden, bis zur Einführung eines reichseinheitlichen BGB 1900 weiterhin in Kraft. Erst die Reichsjustizgesetze 1879 führten zu einheitlichen Verfahrensordnungen. Bis weit nach 1900 urteilte der zweite Senat des Reichsgerichts in Leipzig nach dem auch im Reichsland Elsass-Lothringen fortgeltenden *Code civil*. (Als Anregung für eine folgende Jahrestagung der DFJ wäre vielleicht einmal ein Überblick darüber vorzutragen, was die rheinischen Gerichte und das Reichsgericht aus dem *Code civil* gemacht haben. Sind sie der französischen *Cour de cassation* gefolgt oder haben sie eigene, abweichende Lösungen entwickelt?).

Die Fortgeltung des französischen Rechts war von vornherein als Provisorium, als allmählich schwindendes Provisorium, angelegt. Mit der fortschreitenden Reichsgesetzgebung setzte sich langsam, aber sicher das neue Reichsrecht nicht nur in Preußen und Baden, sondern natürlich auch in Elsass-Lothringen durch. So fand, von wenigen Rechtsinseln des französischen Rechts abgesehen, eine fast vollständige Durchdringung mit dem neuen deutschen Recht, also Kaisers Recht, statt. Das galt für sämtliche Rechtsgebiete, das Strafrecht, das Handelsrecht, das bürgerliche Recht, die verschiedenen Gerichtsverfassungs- und Verfahrensrechte, das Gewerbe- und Handwerksrecht, vor allem aber auch das Sozialrecht und vieles andere. All dem werden wir auf unserer Zeitreise bis in die Gegenwart wieder begegnen. Am Ende dieser ersten Epoche hatte Kaisers Recht das provisorisch fortgeltende französische Recht abgelöst. Bildlich gesprochen: Aus der *Cour d'Appel de Colmar* war das OLG Colmar geworden, das bis 1900 nach dem *Code civil* und nach 1900 nach dem BGB urteilte und dessen Entscheidungen sich noch immer in der damaligen Fachliteratur wiederfinden.

II. Station: Die Rückgliederung an Frankreich

All das sollte sich schlagartig ändern mit der Rückgliederung der drei Ost-Départements, dem bisherigen Elsass-Lothringen, an Frankreich durch den Versailler Vertrag. Für Paris stand ohne Frage

fest, dass die fertige und für perfekt gehaltene französische Rechtsordnung einfach den neu hinzugewonnenen oder heimgekehrten Gebieten übergestülpt werden sollte. So geschah dies mit den linksrheinischen deutschen Gebieten nach 1801 und mit Savoyen und Nizza nach 1860. Es galt ganz einfach: ein Frankreich – ein Recht! Wir Deutsche kennen diese Problematik jedenfalls im Grundsatz aus der Wiedervereinigung.

Allerdings hatte Paris die Rechnung ohne den Wirt gemacht. Schon Ludwig XVI. hatte seinen Beratern und Emissären die warnende Instruktion mit auf den Weg gegeben: „*Ne touchez pas aux choses de l'Alsace*“, in meiner freien Übersetzung: „Lasst den Elsässern ihre Eigenheiten!“. Auf einer ganzen Reihe von Rechtsgebieten war die nunmehr wieder französisch gewordene Bevölkerung im ehemaligen Elsass-Lothringen mit der Pariser Linie durchaus nicht einverstanden. Die Gründe dafür waren zum Teil rein wirtschaftlicher, zum Teil aber auch grundsätzlicher kultureller Art. Das deutsche Recht war vielfach nicht nur moderner, sondern häufig für die Bevölkerung auch wirtschaftlich und sozial deutlich vorteilhafter. Das galt nicht nur für das beim Amtsgericht zu führende Grundbuch, das sichere Grundstücksgeschäfte garantierte, sondern auch für die gesamte Bismarck'sche Sozialgesetzgebung, das Gewerbe- und Handwerksrecht mit Innungen und Innungskassen, und vieles mehr, darunter auch heute fast lächerlich wirkende Kleinigkeiten wie zwei zusätzliche gesetzliche Feiertage, nämlich der Stephans-tag als 2. Weihnachtstag und unter bestimmten Umständen der Karfreitag, beide bis heute weiter nur im ehemaligen Elsass-Lothringen und nicht in „Inner-Frankreich“ geltende gesetzliche Feiertage. Von bis heute nicht zu unterschätzender Bedeutung war schließlich eine Art Kulturkampf um den Fortbestand des bisherigen Staatskirchenrechts mit seinen Folgen für das Schulwesen.

Die Bevölkerung bedrängte ihre gewählten Abgeordneten und Bürgermeister, um in Paris für die Aufrechterhaltung nicht nur wohlverborener Rechte, z.B. aus Renten- und Krankenversicherung oder Innungskassen, sondern auch ganzer Rechtsordnungen einzutreten. Was macht also ein Sieger, der die Spätheimkehrer nicht wie Besiegte behandeln will? Sofort 1919 wurden hochrangig besetzte Kommissionen, die zivilrechtliche unter Vorsitz von Henri Capitant und Eugène Gaudemet, eingesetzt, die der eigentlich unlösbaren Aufgabe nachgehen sollten, wie in einem unitarischen und noch dazu laizistischen Staat, der Frankreich war, eine Koexistenz zwischen nationalem und partikularem Recht – eine Art Rechts-Autonomie, eigentlich ein Unding – hergestellt werden kann. Das Ergebnis war, dass durch zwei Gesetze vom 1. Juni 1924, also über fünf Jahre nach Rückkehr zu Frankreich, der französische Gesetzgeber ein gesetzgeberisches Provisorium – bekanntlich eine Garantie für

die Langlebigkeit – schuf, mit dem zwar das französische Recht einschließlich des *Code civil* von nun an auch in den drei Ost-Départements gelten sollte, allerdings bis auf weiteres mit einem Leporello-Register von Ausnahmen, die zum großen Teil weiter fortgelten, ohne dass heute ein Endzeitpunkt in Sicht wäre.

Dieses vom französischen Gesetzgeber zur Fortgeltung verfügte „Altrecht“ ist nun schon fast 100 Jahre in Kraft und wird natürlich weder als deutsches Recht noch gar als „Kaisers Recht“ – so der plakative Titel meines Vortrags – , sondern als *droit local* bezeichnet. Nichts wäre allerdings falscher, als dies mit Lokal- oder Kommunalrecht zu übersetzen, vor diesem Auditorium eine Selbstverständlichkeit. In Wahrheit ist das *droit local* ein regional begrenztes Partikularrecht, das neben einem nationalen allgemeinen Recht fortexistiert, seine Einführung im Wesentlichen dem Deutschen Reich und seine Fortgeltung allein Frankreich verdankt. Dabei geht es, Schätzungen zu Folge, um 1/20 aller in *Alsace-Moselle* geltender Bestimmungen, völlig zusammenhanglos, meist bis heute noch in der Sprache des damaligen Gesetzgebers, also deutsch, obwohl die französische Verfassung klar und zweifelsfrei bestimmt: „*La langue de la République est le français*“. In Gerichtsverfahren bis hinauf zu den obersten Gerichtshöfen werden daher die gesetzlichen Bestimmungen wie zuletzt in einem Urteil des *Conseil Constitutionnel* zu § 100 f GewO in deutscher Sprache wörtlich zitiert, zumal nur der Urtext Auslegungsgrundlage, wenn auch unter Anlegung französischer Auslegungsmethoden, sein kann. Das hat in einer professoralen Urteilsbesprechung zu der in Deutsch gehaltenen bissigen Überschrift geführt: „Sprechen Sie deutsch?“.

Die sich daraus für die Anwendungspraxis ergebenden Schwierigkeiten liegen auf der Hand. Wie ist ein seit 100 Jahren von der Rechtsentwicklung in Deutschland völlig abgeschnittener Gesetzestext zu verstehen, auszulegen oder gar fortzudenken? Auf die Rechtsentwicklung in Deutschland kann nicht zurückgegriffen werden. Die Bestimmungen sind zudem weit verstreut, in keinem einheitlichen Gesetzbuch enthalten und zum Teil auch recht irreführend bezeichnet. Wer auf die „art. 21 ss“ oder „80 ss“ eines *Code civil local* oder auf „art. 74 ss“ eines *Code de commerce local* verwiesen wird, sucht vergeblich ein entsprechendes Gesetzbuch – wenn ihm die Phantasie nicht hilft, hierin das deutsche BGB oder HGB mit deren wörtlich übernommenen §§ 21 ff und 80 ff BGB zum Vereins- und Stiftungsrecht und der §§ 74 ff HGB zur Karenzentschädigung bei nachvertraglichem Wettbewerbsverbot des Arbeitnehmers zu entdecken.

Zum Verständnis und zum Überleben dieses deutschen Inselrechts in Frankreich – ansonsten eine kaum überlebensfähige altrechtliche *antiquité* – haben drei Umstände beigetragen: erstens die Errichtung des IDL (*Institut du Droit Local alsacien-mosellan*) in Straßburg, das sich dem *droit local* widmet und mit Fachzeitschriften und Veranstaltungen in die Rechtspraxis hineinwirkt; zweitens der 2020 erschienene über 1000 Seiten umfassende „*Code du droit local alsacien-mosellan*“, der allerdings entgegen dem erweckten Anschein kein Gesetzbuch, sondern nur die Zusammenfassung aller entsprechender Vorschriften – also eine Art „Schönfelder“ mit umfassenden Erläuterungen und damit eher ein „Palandt“ – ist; und schließlich drittens der aus vielerlei Gründen zum Ausdruck gekommene Wille der Bevölkerung, diese kleine Autonomie des Rechts mit ihren wirtschaftlichen und kulturellen Besonderheiten für sich in Anspruch nehmen zu können.

Exkurs:

Lassen Sie mich einen kurzen Ausflug in einen eher unbekanntem Abschnitt in der Rechtsgeschichte dieser Region unternehmen. Es geht um die Zeit zwischen 1940 und 1944 und erfasst gleich vier juristische Kuriositäten, die ich Ihnen einfach vortragen muss.

Die Erste: Zwei Tage vor der französischen Kriegserklärung vom 3. September 1939 veranlasste die französische Militärführung die Evakuierung der Zivilbevölkerung der drei Ost-Départements sowie der gesamten Universität Straßburg in den Süden Frankreichs. Wenige Tage später wurde – das ist die Besonderheit – angeordnet, dass auf die evakuierte Bevölkerung auch weiterhin deren heimisches Sonderrecht auch bezüglich Kultus, Religionsunterricht in den öffentlichen Schulen und der in Frankreich damals noch unbekannt Sozialversicherung (RVO) Anwendung finden soll. Mit diesem Import eines *droit local* im Exil gab es dort nun zwei Rechtsordnungen in einer eigentümlichen Co-Existenz, das auf die einheimische Bevölkerung anwendbare allgemeine französische Recht und das nur für die Zugezogenen geltende partielle Sonderrecht aus Kaisers Zeit.

Die zweite Kuriosität: Das Deutsche Reich hatte nach dem Waffenstillstand 1940 die drei Ost-Départements nicht etwa in das Deutsche Reich eingegliedert und auf diese Weise deutschem Recht unterworfen. Das ehemalige Reichsland Elsass-Lothringen wurde vielmehr im Vorgriff auf einen künftigen Friedensvertrag nur faktisch annektiert. In den folgenden vier Jahren wurde daraufhin im Verordnungswege in mehreren Schritten mit der bisherigen allgemeinen französischen Rechtsordnung zugleich auch das bisherige *droit local*, also Kaisers Recht, aufgehoben und stattdessen nach und nach allgemeines deutsches Recht einschließlich der Gerichtsverfassung und den Verfahrensordnungen eingeführt. Aus der *Cour*

d'Appel de Colmar wurde nunmehr das OLG Kolmar, diesmal mit K, und in Personalunion geführt durch den OLG-Präsidenten von Karlsruhe. Ausgerechnet die Deutschen hatten also Kaisers Recht abgeschafft.

Die dritte Kuriosität: Dieser historische Abschnitt endete mit einem unglaublichen bürokratischen Feuerwerk. Im Herbst 1944 standen die Alliierten schon im Südsass. Da veröffentlichte im nahen Straßburg der deutsche Reichsstatthalter noch am 19. Oktober 1944 ausgerechnet eine Verordnung worüber? In nur drei Paragraphen, sozusagen auf einem Bierdeckel: eine *Steuervereinfachungsverordnung*! Ein paar Tage später war der Spuk vorbei.

Die vierte Kuriosität: Die vorrückenden Franzosen hatten schon am 15. September 1944 eigens für Elsass-Lothringen eine Verordnung erlassen, wonach die vier Jahre Besatzung in rechtlicher Sicht einfach für ungeschehen erklärt und sämtliche Maßnahmen der deutschen Besatzungsmacht rückwirkend für grundsätzlich unwirksam erklärt wurden. Das hatte zwei Auswirkungen: Damit wurde einerseits mit einem Federstrich die Rechtslage von vor Juni 1940 und damit das *droit local*, also auch Kaisers Recht, wieder hergestellt. Dass andererseits die Fiktion der ungeschehenen Jahre 1940 bis 1944 sich nicht bruchlos durchsetzen ließ, sondern an die Lebensverhältnisse angepasst werden musste, liegt auf der Hand. Man denke nur an Heirat, Erbschaft, Baugenehmigung etc. Aber immerhin: Die Deutschen hatten Kaisers Recht abgeschafft, Frankreich hatte es ein zweites Mal wieder hergestellt.

III. Station: Einige Beispiele

Ich werde Sie nicht mit einer ermüdenden Aufzählung hunderter Bestimmungen langweilen, die heute noch, teils unmittelbar, teils versteckt in neuem Gewand, nach wie vor Geltung haben. Ich werde nur drei Beispielsfälle herausgreifen, einen weithin bekannten, einen eher unbekanntem und als dritten den politisch und rechtlich umstrittenen, aber kulturell aufschlussreichen Schlussakkord. Diese Drei sind: das Grundbuch, die Kammer für Handelssachen und das Staatskirchenrecht. Das klingt staubtrocken, ist es jedoch keineswegs.

Das Grundbuch

Mit dem BGB trat am 1. Januar 1900 im gesamten Deutschen Reich auch die Grundbuchordnung in Kraft, also auch in Elsass-Lothringen. Jedes Grundstück im Reich hatte ein eigenes Grundbuchblatt erhalten, das unter der Regie eines Amtsrichters geführt wurde und zusammen mit den materiell-rechtlichen Vorschriften des BGB nicht nur den gutgläubigen rechtsgeschäftlichen Erwerb, sondern den gesamten Rechtsverkehr mit Grundstücken in absolut sichere Bahnen lenken sollte. Allein die Errichtung eines reichseinheitlichen Grundbuchsystems fand weltweite Bewunderung.

In Frankreich hingegen gab es nur ein sog. Hypothekenbestandsregister, jetzt *Service de publicité foncière*, dessen Zweck vor allem in der steuerrechtlichen Erfassung liegt und demzufolge dem Finanzminister untersteht. Zwischen beiden Modellen liegen Welten. Bis heute wird das zu Kaisers Zeiten auch in Elsass-Lothringen angelegte Grundbuch als ein „*joyaux de la législation locale*“, ein gesetzgeberisches Juwel, bezeichnet, dessen Glanz auch nicht dadurch getrübt werden konnte, dass formelles und materielles Grundstücksrecht auseinander fallen sollte, weil für den Grundstückserwerb und andere Grundstücksgeschäfte nicht das BGB, sondern das Konsensprinzip des Art. 1138 des *Code civil* zu gelten hatte.

Dieses bewunderte Grundbuch wurde auch nach 1919 beibehalten, nunmehr als *livre foncier* und weiterhin unter richterlicher Aufsicht. Kurios auch hier: alle Eintragungen erfolgten durch den Grundbuchbeamten bis Mitte 1924 weiterhin auf Deutsch und in Sütterlinschrift; dann änderte sich zwar nicht die Person des Grundbuchbeamten, der vielmehr ab Inkrafttreten des Einführungsgesetzes auf Französisch und in lateinischer Schreibschrift einfach fortfuhr, auch wenn er für manche im Französischen unbekannte Rechtsbegriffe wie z.B. die „Auflassungsvormerkung“ erst verständliche Entsprechungen finden musste. Das alte Grundbuch wurde fortgeschrieben, heute natürlich digitalisiert, und macht damit aus jedem Grundbuchblatt für den kundigen Leser ein aufgeschlagenes Geschichtsbuch.

Dieses Zusammenspiel von materiellem französischem Recht des *Code civil* mit dem formellen Grundbuchrecht der GBO hat auf diese Weise zu einem deutsch-französischen Sonderrechts-Laboratorium geführt, das sich nicht zuletzt dank einer hochentwickelten notariellen Expertise in der Praxis durchaus bewährt hat.

Handelsgerichte und Kammern für Handels-sachen

Frankreich kennt seit alters her reine Kaufmannsgerichte. Während die Französische Revolution sämtliche geistlichen und weltlichen Standesgerichte abschaffte, hielt einzig die Kaufmannsgerichtsbarkeit dem revolutionären Elan stand. An diesem Muster einer von der ordentlichen Gerichtsbarkeit völlig losgelösten eigenen Handelsgerichtsbarkeit, ausschließlich besetzt mit Kaufleuten als Laienrichtern ohne jegliche Mitwirkung von Berufsrichtern, hat sich auch nach Übernahme dieses Systems durch Napoleons *Code de commerce* seit zwei Jahrhunderten nichts geändert. Das *Tribunal de commerce* gibt es bis heute.

Der deutsche Weg zu einer Handelsgerichtsbarkeit konnte aus den Erfahrungen mit den französischen Handelsgerichten im linksrheinischen Deutschland schöpfen. Noch der Entwurf des GVG sah neben den Amts- und Landgerichten, französischem Vorbild folgend, die Einrichtung eigener Handelsgerichte – wie etwa der heutigen

Arbeitsgerichte – vor, die aber mit einem Berufs- und zwei Laienrichtern besetzt werden sollten. Ein gesetzgeberischer Kompromiss führte schließlich zur Einführung besonderer Abteilungen der Landgerichte, die den Namen Kammern für Handelssachen führten und mit einem Berufs- und zwei kaufmännischen Laienrichtern besetzt waren.

Damit hatte sich mit Einführung des GVG im gesamten Reich und damit auch im Reichsland Elsass-Lothringen ein eigener deutscher Weg der Handelsgerichtsbarkeit durchgesetzt. Dieser ging nicht von abstrakten Organisationsmodellen aus, sondern konnte aus jahrzehntelanger Erfahrung mit autonomen Handelsgerichten französischen Rechts auf deutschem Boden Nutzen ziehen.

Dieses deutsche Modell von in die ordentliche Gerichtsbarkeit eingegliederten und mit einem Berufsrichter als Vorsitzenden und zwei Handelsrichtern besetzten Kammern für Handelssachen bei den Landgerichten wurde mit dem Einführungsgesetz 1924 auch in den drei Ost-Départements bis heute beibehalten, so z.B. die *chambre commerciale* beim *Tribunal Judiciaire*, früher *Tribunal de Grande Instance de Strasbourg*. Nicht nur die französische Fachwelt, auch die Bevölkerung hält bis heute die durch einen Berufsrichter im Rahmen der allgemeinen Justizorganisation professionell geleitete Handelsgerichtsbarkeit für vorzugswürdig. Regelmäßig wird dieses Modell von der französischen Fachwelt, wenn auch bisher erfolglos, zur Nachahmung für ganz Frankreich empfohlen. Damit findet auf französischem Boden ein Feldversuch praktischer Bewährung zweier Systeme statt, in dem Kaisers Recht nicht die schlechtesten Karten hat.

Staat – Kirchen – Recht

Die aufregendste Besonderheit des *droit local*, ein politisches, wirtschaftliches und kulturelles Schwergewicht, habe ich mir für den Schluss aufgehoben, das für die drei Ost-Départements geltende Staatskirchenrecht. Wie Sie wissen, wird in den Nachkriegsverfassungen Frankreichs 1946 und 1958 an prominenter Stelle hervorgehoben, dass Frankreich nicht nur ein einheitlicher und unteilbarer Nationalstaat, sondern auch eine „*république laïque*“, also eine laizistische Republik ist. Nach kirchenkampfartigen Auseinandersetzungen Ende des 19., Anfang des 20. Jahrhunderts wurde das Ergebnis einfachgesetzlich in einem Gesetz vom 9. Dezember 1905 und mit Verfassungsrang 1946 und 1958 dahin festgezurr, dass für alle Zukunft jede finanzielle Unterstützung der Kirchen oder gar eine Besoldung der Geistlichen und ein Religionsunterricht an öffentlichen Schulen von vornherein ausscheidet.

All diese streng republikanischen Grundsätze, die in Frankreich nicht nur Verfassungsrang haben, sondern kurioserweise fast einer Ersatzreligion gleichen, gelten jedoch bis heute nicht in den drei

Ost-Départements. Dort findet zudem sogar in den öffentlichen Schulen Religionsunterricht statt. Die Universitäten unterhalten theologische Fakultäten und die Kirchen einschließlich der Geistlichen und deren Mitarbeiter – entsprechendes gilt für die jüdischen Kultusgemeinden – werden vom französischen Staat unterhalten, demselben Staat, der in seinen Verfassungen genau dies ebenso streng wie eindeutig verbietet. Grundlage ist die Ausnahmevorschrift in Art. 7 Nr. 13 des Einführungsgesetzes, mit der ganz allgemein die „*législation locale sur les cultes*“ weiterhin aufrecht erhalten bleibt.

Entgegen landläufiger Meinung wurzelt das *droit local* für das Verhältnis von Staat, Kirche und Religionsgemeinschaften jedoch keineswegs allein in der deutschen Herrschaft in Elsass-Lothringen. Der Grund liegt viel tiefer. Das nachrevolutionäre napoleonische Konkordat mit dem Heiligen Stuhl (1801) und das die Religionsausübung für ganz Frankreich regelnde Kultusgesetz (1802) blieben nämlich nach 1871 im Reichsland Elsass-Lothringen auch dann weiterhin in Kraft, als im gesamten restlichen Frankreich durch Gesetz vom 9. Dezember 1905 das napoleonische Konkordat und das Alimentationssystem des Kultusgesetzes ersatzlos abgeschafft und eine absolute Trennung zwischen Staat und Kirchen, der katholischen, den beiden protestantischen und der jüdischen Kultusgemeinde eingeführt wurde. Der staatskirchenrechtliche Sonderstatus von Elsass-Lothringen beruht daher formal darauf, dass dort während der deutschen Herrschaft die Säkularisierungstendenzen des modernen Frankreichs nicht mitvollzogen wurden, sondern an dem alten napoleonischen Staatskirchenrecht festgehalten wurde.

Das führte dazu, dass durch das Einführungsgesetz 1924 auch nach 1919 und nach 1945 dieser Sonderstatus auf ausdrücklichen und kraftvoll vorgetragenen Wunsch der Bevölkerung keine Änderung erfuhr. Das bedeutet in der Praxis, dass im ehemaligen Elsass-Lothringen bis heute die katholischen und evangelischen Kirchen sowie die Synagogen vom Zentralstaat, also von Paris, unterhalten, die Geistlichen dieser Religionsgemeinschaften vom Staat bezahlt und diese an staatlichen Universitäten in eigenen Fakultäten ausgebildet werden, von eben jenem französischen Staat, der sich nicht nur einfachgesetzlich, sondern sogar in seiner Verfassung auf die Fahnen geschrieben hat, dass eine absolute Trennung von Kirchen und Staat stattfindet und der sich selbst als laizistische Republik bezeichnet.

Lassen Sie mich dazu noch zwei anekdotische Besonderheiten vortragen. Die erste kennen Sie bereits. In fünf Jahrzehnten deutscher Herrschaft hat Kaisers Recht an all dem nichts geändert, sondern

das durch Kaisers Recht übernommene napoleonische System sogar noch ausgeweitet. Es blieb der deutschen Besatzung von 1940 bis 1944 vorbehalten, all dies mit einem Federstrich abzuschaffen, aus den Kirchen privatrechtliche Vereine zu machen und die jüdischen Kultusgemeinden sofort zu verbieten. Die zweite, bis heute absolut und weltweit einmalige Kuriosität ist, dass aufgrund des nur hier fortgeltenden Konkordats von 1801 die Bischöfe von Straßburg und Metz nicht etwa durch den Papst, sondern von dem jeweiligen Nachfolger des damaligen Ersten Konsuls, Napoleon, also dem Deutschen Kaiser und heute dem französischen Staatspräsidenten ernannt werden. Die Machtverhältnisse von 1801 klingen wie Sphärenmusik nach.

Natürlich blieb diese Sonderstellung nicht unangefochten. Eine streitbare „Vereinigung zur Förderung der Laizität“ hat vor etwa 10 Jahren mit missionarischem Eifer zunächst vor dem Verwaltungsgericht, dann beim *Conseil d'État* und schließlich beim *Conseil Constitutionnel* Klage auf Unterlassung all dieser Sonderrechte mit der Begründung erhoben, das sei alles verfassungswidrig. Die absolute Trennung von Kirche und Staat gelte für ganz Frankreich einschließlich der Ost-Départements. Partikulares Verfassungsrecht, etwa durch Ausnahmebestimmungen, sehe die Verfassung nicht vor. Der Verfassungsgerichtshof hat 2013 sein Urteil gefällt. Danach sind das alte napoleonische Staatskirchenrecht von 1801, 1802 und die entsprechenden Bestimmungen für die israelitische Kultusgemeinde verfassungsgemäß, auch wenn davon in der Verfassung kein Wort steht. Der Verfassungsgeber sei, ohne dies im Verfassungstext ausdrücklich zu erwähnen, von dem Fortbestand stillschweigend ausgegangen. In meiner Urteilsbesprechung in JZ 2013, 881 ff habe ich diese nur wenige Zeilen umfassende Kreation einer stillschweigenden Ausnahme von einem glasklaren Wortlaut der Verfassung ein „*interpretatorisches Glanzstück*“ genannt.

Damit gilt für das ehemalige Elsass-Lothringen weiterhin ein grundlegend anderes Staatskirchenrecht als in Inner-Frankreich, nicht aufgrund alten fortgeltenden deutschen Rechts, wohl aber aufgrund fortgeltenden napoleonischen und Konkordatsrechts, das vom Deutschen Reich nicht angetastet und von der französischen Republik um des lieben Friedens willen einfach hingenommen wurde. Insofern ist dieses partikulare Staatskirchenrecht für die drei Ost-Départements, um auf den Titel meines Vortrags zurück zu kommen, doch Kaisers Recht, genau genommen aber *Doppel-Kaisers Recht*.

IV. Die Zukunft des *droit local*

Worin liegt nun über alle Förmlichkeiten hinweg der tiefere Grund für die Fortgeltung und das Bekenntnis zu diesem *droit local*? Einer-

seits handelt es sich um eine ausgesprochen schwierige Rechts-Antiquität, deren Lebenserwartung schon vor 100 Jahren kurz bemessen war. Andererseits zeigt sich in dem bestimmten Festhalten über ein Jahrhundert hinweg, dass aus dem *droit local* mehr als nur eine Sammlung funktionaler Rechtsvorschriften, sondern ein Identität stiftendes Kulturgut geworden ist.

Die Probleme sind offensichtlich. Das zusammenfassend so genannte *droit local* war und ist noch weitgehend deutschsprachiges Recht, dessen Sprache die in Frankreich ausgebildeten Juristen kaum noch verstehen und das – auch in der erst 2013 geschaffenen teilweisen Übersetzung – in einen Gesamtzusammenhang zu setzen äußerste Schwierigkeiten bereitet. Hinzu kommt, dass Teile dieses Rechts wörtlich oder inhaltlich in neues französisches Recht übernommen worden sind, allerdings mit ausschließlicher Geltung in den drei Ost-Départements und damit wie Kaisers Recht als blinder Passagier erscheinen.

Dieses Recht ist zudem mindestens 100, aber auch bis zu 150 Jahre und mehr alt, hat also einen erheblichen Alterungsprozess hinter sich, ohne an den Reformbemühungen und Interpretationszusammenhängen in Deutschland seit 1919 teilgenommen zu haben. Und dennoch: Die Elsass-Lothringer haben sich ihr *droit local* auf die Fahnen geschrieben und tragen es auch gegenüber dem übrigen Frankreich stolz vor sich her. Das liegt nicht etwa daran, dass sie heute, anders noch als 1919, von dessen Modernität überzeugt sind, wohl eher, weil es in vielerlei Hinsicht rein materielle Vorteile gegenüber dem Rechtszustand im übrigen Frankreich mit sich bringt. Simplex Beispiel: Zwei exklusive zusätzliche gesetzliche Feiertage, der 2. Weihnachtstag und der Karfreitag, ganz zu schweigen von der Sonderregelung zum sog. *jour de la solidarité*.

Der eigentliche Grund für diese Anhänglichkeit ist jedoch anderswo zu suchen. Das *droit local*, dieses ausgesprochene Sonderrecht für die drei Ost-Départements, stellt gegenüber dem übrigen Frankreich, dessen rechtlichen Strukturen und dessen Lebensform, ein kulturelles Identifikationsmerkmal dar, das in dieser Form weltweit nirgendwo anzutreffen ist. Hier wird, so ungewöhnlich das klingen mag, das *droit local* nicht nur zu einem austauschbaren Funktionsprinzip, oder gar, um ein spitzes Wort des Straßburgers *Tomi Ungerer* aufzugreifen, zu einer ununterscheidbaren „*identité brassée dans toutes les salades de l'Histoire*“, vielmehr wird ausgerechnet Das Recht zu einem Identität stiftenden Kulturgut. Wo gibt es das ein zweites Mal?

Dieses vor 100 Jahren als Übergangsrecht konzipierte *droit local* ist gewiss nicht mehr „Kaisers Recht“, sondern eine einzigartige, verfassungsrechtlich abgesegnete regionale Besonderheit, die aus

den drei Ost-Départements oder aus *Alsace-Moselle* eine in sich geschlossene Kulturregion macht. Davon kann die nach der letzten Regionalisierung entstandene Großregion "Grand Est" von der Champagne bis zum Rhein nur träumen. Das führt mich zu einer zugegeben nicht ganz ernst gemeinten Anregung am Schluss: Vielleicht kommt die UNESCO doch noch auf die Idee, neben dem *Quartier Wilhelmien* in Straßburg auch das *droit local* zum „Weltkulturerbe“ zu erklären.



Prof. Dr. Dr. Norbert Gross studierte Rechtswissenschaften in Freiburg, Grenoble, London und Amsterdam. Er wurde 1969 in Freiburg im Breisgau zum Dr. iur. utr. und 1971 in Grenoble zum Docteur en Droit promoviert. Nach der Tätigkeit als Rechtsanwalt beim Land- und Oberlandesgericht Karlsruhe war er von 1995 bis 2016 Rechtsanwalt beim Bundesgerichtshof. Er ist Honorarprofessor an der Universität Karlsruhe (KIT) und war Vizepräsident des Europäischen Schiedsgerichtshofs, Vorsitzender des Vereins der beim Bundesgerichtshof zugelassenen Rechtsanwälte und Präsident der Association Européenne des Barreaux des Cours Suprêmes.

Pflicht zum Handeln?!

Die deutsch-französische Luftfahrt und der Klimaschutz auf der ILA

von Sybille Rexer, Hamburg

Auf der diesjährigen Internationalen Luft- und Raumfahrttausstellung Berlin (ILA) kamen auch im Juni 2022 zahlreiche deutsche und französische Experten des Luftfahrtrechts zusammen, um miteinander in Kontakt zu treten und sich auszutauschen. Die ILA hat bereits eine lange Geschichte. Sie wird seit 1909 in Berlin ausgetragen und bildet seitdem einen Ort für die Luft- und Raumfahrtindustrie, um die Zukunft der Branche zu besprechen und zu formen. Seit ein paar Jahren liegt der Fokus auf Innovation und der Weiterentwicklung von Technologien der zivilen und militärischen Luft- und Raumfahrt. Die neueste Technik kann vor Ort begutachtet werden, und Vorträge und Diskussionsrunden informieren über die spannendsten Themen der Branche.

Vorträge und Panel zum Thema "Pflicht zum Handeln?! Die deutsch-französische Luftfahrt und der Klimaschutz"

Auch auf der ILA 2022 wurden die aktuell relevanten Themen des Klimaschutzes und eines geeinten Europas behandelt. Ein Highlight war eine Veranstaltung am 23. Juni 2022, welche das Thema "Pflicht zum Handeln?! Die deutsch-französische Luftfahrt und der Klimaschutz" unter der Moderation der Verfasserin behandelte. Das Event ist im Übrigen auf Initiative des Vorstandes der BBAA (Berlin-Brandenburg Aerospace Allianz e.V.), Thomas Weischede, entstanden,

der als Mitglied der DFJ im Rahmen der DFJ-Frühjahrstagung am 19. März 2022 in Frankfurt den Vortrag von Prof. Dr. Lukas Rass-Masson zu der französischen Sicht auf Klimaklagen gegen Unternehmen mit Interesse verfolgte (zu diesem Vortrag siehe *Actualités 1/2022*, S. 29 ff.).

Zunächst standen zwei Vorträge der Experten Prof. Dr. Lukas Rass-Masson und Hugo Duchemin auf dem Programm. Herr Prof. Dr. Rass-Masson, Mitglied im Vorstand der DFJ seit 2022, ist Professor an der *Université Toulouse Capitole* und Direktor der *European School of Law Toulouse*. Herr Hugo Duchemin ist Vorstandsvorsitzender des Unternehmens COMWORXX S.A.S., eines auf Luft- und Raumfahrttechnik spezialisierten deutsch-französischen Beratungsunternehmens.

Herr Prof. Dr. Rass-Masson informierte die Zuschauer in seiner Präsentation über die sich länderübergreifend häufenden Klimaschutzklagen gegen Staaten und Unternehmen und deren Auswirkungen auf die Gesetzgebung und die Unternehmensführung der Unternehmen und ihrer Zulieferer. Als Ausgangspunkt legte er die Klimaklage *Milieudefensie et al. vs. Royal Dutch Shell plc.* zugrunde. Am 26. Mai 2021 waren die Kläger, welche aus Umweltvereinigungen und über 17.000 Bürgerinnen und Bürgern bestand, vor dem *The Hague District Court* erfolgreich. Die Royal Dutch Shell plc. wurde dazu verurteilt dafür Sorge zu tragen, dass Shell, seine Zulieferer sowie seine Kunden bis 2030 45% weniger CO₂ ausstoßen werden als im Jahr 2019. Das Gericht begründet das Urteil mit dem ungeschriebenen Grundsatz "*Standard of Care*". Das Urteil folgte einer Rechtsprechung des Niederländischen Verfassungsgerichts von 2019, welches in einer Klimaklage die niederländische Regierung dazu verurteilte, drastisch CO₂ Emissionen zu senken, um nicht die Grundrechte seiner Bevölkerung zu verletzen.

Sodann wurde auf die Situation in Frankreich und Deutschland geschaut. Zu erwähnen ist insbesondere, dass viele Unternehmen in Deutschland ab dem 1. Januar 2023 dem neuen Lieferkettensorgfaltspflichtengesetz (LkSG) unterfallen und sich hieraus neue umweltrechtliche Pflichten für sie ergeben. Weiterhin gibt es seit Februar 2022 auf europarechtlicher Ebene einen Vorschlag für die Änderung der Richtlinie (EU) 2019/1937, mit der unter anderem die *due diligence* auf den Gebieten der Menschenwürde und Umweltschutz von Unternehmen eingeführt werden muss. Durch den Vortrag von Prof. Dr. Rass-Masson wurde somit deutlich, wie präsent das Thema Umwelt in Justiz und Gesetzgebung in Europa derzeit ist.

Hierauf folgend stellte Herr Duchemin in seinem Vortrag "*Obligation to Act?! Franco-German Aviation and Climate Protection*" neue Projekte, insbesondere in Bezug auf Innovative Fuels for Low-Emission

Aviation (ITEAL), vor. Die internationale Einführung der ITEAL würde einen großen Schritt für eine grünere Luftfahrtbranche bedeuten. Präsentiert wurde auch das Klimaschutz-Tool "Corsia", bei dem emissionsstarke Airlines in einen Fond für klimafördernde Projekte einzahlen. Zuletzt wurden die französischen Flughäfen Pontoise als Vorreiter der elektrischen Luftfahrt und Toulouse-Blagnac mit seinen neuen Wasserstoffstationen gewürdigt.

Im Anschluss an die Vorträge kamen Prof. Dr. Lukas Rass-Masson und Hugo Duchemin mit den Kollegen Thilo Schönfeld und Niklas Schilling zu einem Panel zusammen, um die Relevanz der deutsch-französischen Partnerschaft im Bereich Transport Aviation für die Zukunft zu besprechen. Thilo Schönfeld und Niklas Schilling brachten ihre Expertise als *Deputy Director International Affairs* von Aerospace Valley und *Manager International Affairs* von Hamburg Aviation ein.

Im Panel wurde sodann angeregt über die Zukunft der Luft- und Raumfahrt in Anbetracht des Klimaschutzes diskutiert. Ob es weiterer Gesetze und Klimaurteile bedarf und wie die Luftfahrtbranche im Vergleich zu anderen Wirtschaftsbranchen steht, waren hierbei nur einige der vielen Gesprächsthemen.

Nach dem Austausch über die Möglichkeiten von grenzüberschreitender Zusammenarbeit zwischen deutschen und französischen Unternehmen kamen die Rechtsexperten zu dem Fazit, dass man am besten gemeinsam die umweltrechtlichen Anforderungen der Zukunft bestreiten kann und somit auch weiterhin auf gemeinsame Vorhaben hinarbeiten sollte.



Frau Sybille Rexer ist Rechtsanwältin bei der Kanzlei Arnecke Sibeth Dabelstein in Hamburg. Sie ist im Transport- und Luftfahrtrecht tätig mit einem Schwerpunkt auf der Vertragsgestaltung, Finanzierung, Registrierung, dem Leasing- und Verkaufsgeschäft sowie dem Versicherungsrecht im Bereich See- und Luftverkehr.

■ Aus den Hochschulen

Plaider les droits de l'homme –

Une association au service de la formation aux droits de l'Homme

Le lieu de notre congrès annuel de 2022 mais également l'actualité géopolitique ont amené les organisateurs du Congrès et de son Pré-Séminaire à accorder une place de choix à la protection des droits de l'homme dans la programmation thématique des deux événements.

Ce faisant, nous avons eu le grand plaisir de nous appuyer sur une association strasbourgeoise qui est devenue un pilier reconnu de la formation des juristes aux droits de l'homme, l'association Plaider les droits de l'homme. Après être intervenue lors de notre conférence sur les recours devant la CEDH, sa présidente, Maître Manuela Brillat, nous présente brièvement les activités de son association. L'association est riche d'une active coopération franco-allemande, laquelle est décrite plus bas par Sabine Klostermann. Sabine Klostermann a eu l'amabilité d'animer avec la secrétaire générale de l'association, Lauren Bakir, le workshop sur les droits de l'homme proposé aux participants du Pré-Séminaire de Strasbourg. De plus amples informations sur l'association sont disponibles sur son site Internet: <https://www.pldh.eu>.

Les activités de l'association Plaider les droits de l'homme

par Manuela Brillat, Strasbourg

En pleine période de fêtes, en cette fin d'année 2006, l'association Plaider les droits de l'homme (PLDH) a vu le jour à Strasbourg et est donc fille du droit local.

Portée, à l'origine, par des universitaires français et suisses, elle a pour objet de favoriser la formation et la réflexion sur la mise en œuvre des droits de l'homme. Le premier outil développé par l'association était un concours de plaidoiries fondée sur le modèle d'une affaire devant la Cour européenne des droits de l'homme : pendant plusieurs mois, les participants sont plongés dans un cas pratique fictif, répartis en équipes pour préparer leurs écritures et leurs plaidoiries.

Au fil des années, l'association a, d'une part, développé d'autres activités pratiques qui ont toutes pour objectif de former concrètement les participants aux enjeux d'actualité en matière de droits humains et de leur permettre de rencontrer des professionnels investis dans la protection des droits fondamentaux. Chemin faisant, les participants bénéficient de conseils et d'exemples pour construire leur projet professionnel incluant les droits de l'homme.

En parallèle de cette évolution, l'association a, d'autre part, mis en place différents partenariats pour donner davantage d'ampleur aux activités proposées. Parmi eux, le partenariat franco-allemand (ci-après) est remarquable par les liens qu'il renforce et stabilise entre la société civile des deux côtés du Rhin.

Par ses membres et ses partenaires, PLDH constitue au final un réseau riche, sur plusieurs pays, incluant plusieurs générations et offrant des exemples d'engagements variés. Lieu de rencontre d'une

ambition commune – celle d’une meilleure effectivité des droits –, PLDH respire du dynamisme de ses membres et de leurs idées engagées.



Manuela Brillat est avocat au barreau de Strasbourg et docteur en droits de l'homme de l'Université de Strasbourg. Elle est présidente de l'association Plaider les droits de l'homme et enseigne à l'Université de Strasbourg (master Droit des libertés), à l'École Nationale de la Magistrature et à la CEPA Foundation. Dans ses fonctions d'avocate, elle intervient en matière de libertés fondamentales et de responsabilité sociale des entreprises.

Zur deutsch-französischen Kooperation von PLDH

von Sabine Klostermann, Freiburg im Breisgau

Die deutsch-französische Partnerschaft von PLDH ist aus einer Kooperation zwischen den Universitäten Straßburg und Freiburg heraus entstanden. Seit 2011 entsendet die Universität Freiburg unter der Leitung von Herrn Prof. Dr. Matthias Jestaedt und Herrn Prof. Dr. Johannes Masing jährlich bis zu 10 Studierende an die Universität Straßburg, um an dem Moot Court zur Europäischen Menschenrechtskonvention teilzunehmen, den PLDH organisiert. Gemeinsam mit den französischen Studierenden des Master 2 für Menschenrechte nehmen die Freiburger Studierenden an dem einwöchigen Vorbereitungsseminar zum Moot Court teil. Sie werden in gemischte deutsch-französische Teams aufgeteilt, fertigen gemeinsam Schriftsätze und plädieren in einer fiktiven Gerichtsverhandlung vor dem Europäischen Gerichtshof für Menschenrechte in französischer oder englischer Sprache als Vertreter und Vertreterinnen der Kläger oder Beklagten.

Die so etablierten deutsch-französischen Kontakte haben sich über die Jahre zunehmend vertieft. Das Programm wurde zunächst auf Freiburger Seite durch einen Vorbereitungskurs und einen Besuch bei der Freiburger Anwaltskanzlei Wurster Weiss Kupfer Rechtsanwälte Partnerschaft MBB (W2K) erweitert, deren großzügige jährliche Spende es ermöglicht, alle Fahrt- und Übernachtungskosten der Freiburger Studierenden während des Vorbereitungsseminars und der Plädoyers zu tragen. Im Jahr 2020 wurden mit Seren Haliloglu und Sabine Klostermann zwei Angehörige der Freiburger Fakultät in den Vorstand von PLDH gewählt und mit der Betreuung und Erweiterung der deutsch-französischen Kooperation betraut. Durch die Übernahme von Kursen im Vorbereitungsseminar für den Moot Court, die Unterstützung bei den Plädierübungen der Studierenden, die Teilnahme an den Jurys des Moot Courts und die Organisation

einer Masterclass zum Polizeirecht ergänzen sie das französisch-schweizer Lehrangebot von PLDH um eine weitere Perspektive. Auch kümmern sie sich um die stetige Erweiterung des professionellen Netzwerks aus der deutschen Menschenrechtspraxis.

Im Jahr 2021 hat sich in Freiburg ein monatlich stattfindender Lese- und Diskussionskreis zu den europäischen Grund- und Menschenrechten etabliert, der sich aus den vielfältigen deutsch-französischen Kooperationen der Universität Freiburg – dem Moot Court zur Europäischen Menschenrechtskonvention, dem deutsch-französischen Doppelmaster der Universitäten Freiburg und Straßburg sowie dem trinationalen EUCOR-Seminar der Universitäten Freiburg, Straßburg und Basel zum Schutz der Grund- und Menschenrechte – und den Studierenden des Schwerpunktbereichs Deutsches, Europäisches und Internationales Öffentliches Recht der Freiburger Juristischen Fakultät speist. Er fungiert als Informations- und Vernetzungskanal zu PLDH, organisiert gemeinsame Teilnahmen an Aktivitäten des Vereins und hat so zu einem erfreulichen Anstieg der Mitgliederzahlen von PLDH auch auf deutscher Seite geführt.

Für das Verständnis und die Arbeit mit der Europäischen Menschenrechtskonvention erweist sich die deutsch-französische Kooperation in vielerlei Hinsicht als äußerst bereichernd. Während in der deutschen Ausbildung zu den beiden juristischen Staatsexamina der Europäische Gerichtshof für Menschenrechte hinter dem deutschen Bundesverfassungsgericht regelmäßig (noch) eher ein Schattendasein fristet, ist doch unverkennbar, dass der Gerichtshof in Straßburg zunehmend an Gewicht gewinnt und heute aus keiner der drei traditionellen Fachsäulen, dem Straf-, Zivil- und öffentlichen Recht, mehr wegzudenken ist. Hier seien beispielhaft nur die strafprozessrechtlichen Garantien des fairen Verfahrens und der Unschuldsvermutung aus Art. 6 EMRK, die strengen verfahrensrechtlichen Vorgaben des EGMR in Kindschafts- und Familiensachen aus Art. 8 EMRK und die bahnbrechende Gewichtsverschiebung zwischen Pressefreiheit- und Persönlichkeitsrecht seit *Von Hannover gegen Deutschland* (2004) genannt.

Die deutsch-französische Kooperation erlaubt es den deutschen Studierenden und Berufstätigen, von der langjährigen und deutlich vertiefteren Arbeit mit der Europäischen Menschenrechtskonvention in Frankreich zu profitieren und sich mit dem Französischen überdies in einer der beiden Arbeitssprachen des Gerichtshofs zu trainieren. Für die französischen Mitglieder des Vereins bringt die in der deutschen Ausbildung traditionell starke Falllösungsorientierung und die in vielerlei Hinsicht analog verlaufende und stark durchdogmatisierte Rechtsprechungspraxis des deutschen Bundesverfassungsgerichts eine spannende Perspektivenerweiterung, die

sie auch für ihre Arbeit mit der Europäischen Menschenrechtskonvention fruchtbar machen können. Für einen angemessenen Umgang mit dem Europäischen Gerichtshof für Menschenrechte, dessen Rechtsprechung sich aus Fällen aller 46 (+1) Mitgliedsstaaten und gemeinsamen Entscheidungen von Richter und Richterinnen aller 46 (+1) Rechtstraditionen speist, ist ein grenzüberschreitender, europäischer Blickwinkel geradezu unentbehrlich. Hier bietet die deutsch-französische Achse der Freundschaft und des Austausches einen idealen Ausgangspunkt.



Sabine Klostermann ist wissenschaftliche Mitarbeiterin am Institut für Staatswissenschaft und Rechtsphilosophie, Abt. 3 (Prof. Dr. Matthias Jestaedt), der Albert-Ludwigs-Universität Freiburg und Mitglied im Vorstand der Association Plaidier les droits de l'homme. 2020 hat sie einen Forschungsaufenthalt am Europäischen Gerichtshof für Menschenrechte und an der Université de Strasbourg auf Einladung von Prof. Dr. Catherine Hugué-Moizard absolviert. Ihr aktuelles Promotionsvorhaben ist durch die Studienstiftung des deutschen Volkes gefördert.

Programme de formation continue en droit allemand pour avocats français 2023

Le Centre juridique franco-allemand de Sarrebruck (CJFA) propose, en collaboration avec l'Ecole de Formation des Barreaux de la Cour d'Appel de Paris (EFB), des modules de formation continue en droit allemand pour les avocats francophones. Le programme débute le 20 janvier 2023.

https://www.dfg.org/uploads/files/pdf/programme_droit_allemand_pour_avocats_francais_2023.pdf

■ Im Gespräch

Edmond Gresser, Notar, La Wantzenau (Straßburg) im Gespräch



Nur wenige französische Notare sind sowohl in Deutschland als auch in Frankreich zuhause und beherrschen alle Feinheiten der deutschen Rechtsprache und des deutschen Rechtssystems wie Edmond Gresser. Die Mitglieder unserer Vereinigung kennen ihn als Referent zu spezifischen notariellen Fragen und konnten immer von seinem beeindruckenden Erfahrungsschatz lernen. Edmond Gresser ist Notar im Notariat La Wantzenau bei Straßburg. Er ist Träger des Bundesverdienstkreuzes und Ritter der französischen Ehrenlegion. Wir freuen uns, ein kurzes Gespräch mit ihm geführt zu haben.

Sie sind als französischer Notar im Elsass tätig und besonders im deutsch-französischen Rechtsverkehr spezialisiert. Sie beherrschen nicht nur die deutsche Sprache perfekt, sondern auch die für Ihre Tätigkeit einschlägigen deutschen Regelungen. Wie kamen Sie dazu, sich als Jurist und später als Notar so intensiv mit dem deutschen Recht zu befassen?

Die Tatsache, dass ich zweisprachig und in Grenznähe zu Deutschland aufwuchs, sowie mein Interesse am ausländischen Recht haben dazu geführt, dass ich einen Teil meines Studiums in Deutschland absolvierte. Rechtsvergleichende Erwägungen haben mich dann immer mehr dazu bewogen, mich mit grenzüberschreitenden Fällen zu befassen. Schließlich führt die Kenntnis des ausländischen Rechts auch dazu, das eigene Recht besser kennenzulernen!

Das EU-Recht prägt die Notarpraxis in vielen Bereichen erheblich. Wie hat sich Ihre Praxis aufgrund der EU-Rechtsvereinheitlichung in den letzten Jahrzehnten entwickelt und haben sich aus diesem Grunde mehr Gelegenheiten der Zusammenarbeit mit Notaren aus Deutschland ergeben?

Der Rechtsbeistand unter Notaren hat sich in den letzten 30 Jahren erheblich intensiviert, was sich u.a. in zahlreichen bilateralen Veranstaltungen, Kooperationsverträgen der Notarkammern und gemeinsamen Fortbildungsseminaren äußert. Ferner führt die im Allgemeinen erweiterte Mobilität dazu, dass immer mehr grenzüberschreitender Verkehr stattfindet und ausländisches Recht vermehrt im eigenen Land zur Anwendung kommt.

Welche wesentlichen Unterschiede bestehen aus Ihrer Sicht zwischen der deutschen und der französischen Notarpraxis?

Das deutsche Notariat ist stärker amtsgeprägt mit einer starken Anlehnung an die freiwillige Gerichtsbarkeit. Der französische Notar ist

befugt, zusätzliche Aktivitäten auszuführen, wie beispielsweise die Vermittlung von Immobilien (Maklertätigkeit), die dem deutschen Notar untersagt sind. Zudem kümmert sich der französische Notar im Rahmen der Beurkundung auch um die Steuererhebung und leitet die Gelder über das Notaranderkonto ans Finanzamt weiter.

Welche Berufsaussichten haben nach Ihrer Beobachtung junge Juristen mit einem deutsch-französischen Hintergrund in Notariaten in Frankreich?

Für mehrsprachige Juristen, die über Kenntnisse ausländischen Rechts verfügen, bieten sich vielfältige Perspektiven in der Arbeit im deutsch-französischen Bereich. Gerade im französischen Notariat werden händierend zweisprachige Juristen gesucht. Ich kann daher nur empfehlen, die Studienprogramme in dieser Hinsicht zu erweitern und bilaterale Aspekte zu intensivieren.

Wir danken für das Gespräch!

■ Jurisprudentia

Verkehrsunfall in Frankreich:

Zur Einordnung des Haushaltsschadens in die Dintilhac-Systematik

OLG Celle, Urteil vom 23. Juni 2021 – 14 U 198/19 –, NJW-RR 2021, 1253, juris (Permalink: <https://www.juris.de/perma?d=KORE221732021>)

von Prof. Dr. Francis Limbach, Saarbrücken

Das nachfolgend zu besprechende Urteil des OLG Celle behandelt klassische Fragen des IPR und des IZVR auf dem Gebiet des Deliktsrechts und in der Folge der französischen Straßenverkehrshaftung, insbesondere der Bezifferung des aus einer Personenverletzung hervorgegangenen Schadens. In der Sache geht es um einen Verkehrsunfall, der sich 2013 zwischen einer in Deutschland wohnhaften Fußgängerin (der Klägerin) und einem in Frankreich wohnhaften und dort versicherten Motorradfahrer ereignet hat, durch den die Klägerin erheblich verletzt worden ist.

In einer solchen Konstellation ist die deutsche Gerichtsbarkeit zwar nicht bei Klagen gegen den Fahrer oder den Halter des Kfz selbst, gemäß Art. 11 Abs. 1 Buchst. b, Art. 13 Abs. 2 Brüssel Ia-VO wohl aber gegen seinen Versicherer gegeben, wenn dieser in einem EU-Staat

seinen Sitz hat; Beklagte war in dieser Sache somit allein der Versicherer.¹ Französisches Deliktsrecht war gemäß Art. 4 Abs. 1 Rom II-VO anzuwenden.²

Das Gericht steigt sodann in die Prüfung des französischen Sachrechts ein und erkennt, dass eine Schadensersatzforderung gegen den Motorradfahrer auf Grundlage von Art. 1 und Art. 3 der *Loi n° 85-677 du 5 juillet 1985 tendant à l'amélioration de la situation des victimes d'accidents de la circulation et à l'accélération des procédures d'indemnisation* (auch „*Loi Badinter*“ genannt) in Betracht kommt, die gemäß Art. L. 124-3 des *Code des assurances* auf die Klägerin übergegangen sein könnte.³ Anzumerken ist hier, dass das Gericht zu Recht keine weiteren Ansprüche prüft, da nach französischem Verständnis die Vorschriften der *Loi Badinter*, als *lex specialis*, alle übrigen Schadensersatzgrundlagen deliktischer oder vertraglicher Natur ausschließt.⁴

Auf die Haftung des Motorradfahrers dem Grunde nach geht das Gericht nicht weiter ein, möglicherweise war diese Frage bereits im unveröffentlichten Urteil der Vorinstanz bejaht und in der Folge nicht weiter angezweifelt worden. Sie können auch hier kurzgefasst werden: Art. 3 i.V.m Art. 1 der *Loi Badinter* gewährt den Opfern eines Verkehrsunfalls, an dem ein erdgebundenes Kraftfahrzeug beteiligt ist, eine Forderung auf Ersatz des ihnen hierdurch entstandenen Schadens. Dabei kann ihnen ihr eigenes Fehlverhalten grundsätzlich nicht entgegengehalten werden. Diese Voraussetzungen waren in der Sache offenbar gegeben.

Interessant ist das vorliegende Urteil aber weniger wegen der in der deutschen Auslandsrechtskunde schon sehr früh aufgearbeiteten Vorschriften des französischen Verkehrshaftungsrechts⁵, sondern eher, weil es gut veranschaulicht, welchen Weg die französische Rechtswissenschaft in der Frage der Bezifferung des aus einer Personenverletzung hervorgegangenen Schadens in den letzten 20 Jahren gegangen ist. In der deutschen Lehre ist diese sowohl in methodischer als auch inhaltlicher Sicht beachtliche Entwicklung nur

1 OLG Celle, 23. Juni 2021, juris, Rn. 29 f.

2 OLG Celle, 23. Juni 2021, juris, Rn. 31.

3 Alle nachfolgend zitierten Vorschriften des französischen Rechts sind über die Datenbank <https://www.legifrance.gouv.fr> erhältlich.

4 Exemplarisch: Kassationshof, 2. Zivilkammer (*2^{ème} Chambre civile de la Cour de cassation*), 23. Januar 2003, Nr. 01-16.067, 21. Juni 2001, Nr. 99-15.732. Die Entscheidungen sind ebenfalls über die Datenbank <https://www.legifrance.gouv.fr> erhältlich.

5 Siehe bereits Gotthardt, in: *Deliktrecht in Europa – Systematische Einführungen, Gesetzestexte, Übersetzungen*, hrsg. v. Christian v. Bar, Landesbericht Frankreich, Köln u.a., 1993.

„Nomenclature des préjudices corporels“

vereinzelt wahrgenommen worden.⁶ Die geplante Reform des Schadensersatzrechts beabsichtigt, diese Entwicklung fortzuschreiben.⁷

Der methodische Ansatz der französischen Rechtswissenschaft ist insofern bemerkenswert, als er weder auf förmlichen Gesetzesvorschriften noch auf einer originären höchstgerichtlichen Rechtsprechung beruht. Er findet seine Grundlage vielmehr in den Ergebnissen halbamtlicher Arbeitsgruppen, denen als solchen eigentlich keinerlei bindender Charakter zukommt, die aber mittlerweile eine Autorität entwickelt haben, der sich die Gerichte zu einem großen Teil nicht mehr entziehen können oder möchten. Unter diesen Arbeitsgruppen nimmt die von Jean-Pierre Dintilhac geleitete Gruppe mit ihrem 2005 amtlich eingereichten Bericht (*Rapport Dintilhac*⁸) eine besondere Stellung ein. Die französische Regierung hatte zuvor den Präsidenten des Kassationshofs gebeten, eine geeignete Persönlichkeit zu bestimmen, die eine Arbeitsgruppe bilden sollte mit dem Auftrag, eine *nomenclature des préjudices corporels*, also eine Systematik ersatzfähiger Positionen eines Personenschadens anzufertigen. Die Wahl fiel auf Jean-Pierre Dintilhac, Vorsitzender der für den Ersatz von Personenschäden zuständigen Zweiten Zivilkammer des Kassationshofs.⁹ Die von der darauf zusammengestellten Arbeitsgruppe erarbeitete *Nomenclature Dintilhac* (manchmal übersetzt als „Dintilhac-Systematik“) bildet heute die Grundlage praktisch jeder französischen Gerichtsentscheidung über Schadensersatzforderungen bei Personenschäden. Sie hat eine gewisse gesetzliche Anerkennung darin gefunden, dass Sozialversicherungsträger für gewährte Leistungen an die verletzte Person den Schädiger nur „Position für Position“¹⁰ in Regress nehmen können, woraus hergeleitet wird, dass die Tatsachengerichte die zu ersetzenden Schadenspositionen auf Grundlage der Dintilhac-Systematik zu identifizieren haben¹¹.

6 Siehe aber die herausstechende Darstellung von Kronenberg, Die Ersatzfähigkeit des Personenschadens im französischen Schadensrecht, *VersR* 2018, 135; siehe außerdem die Länderberichte Frankreich von Hoffmann im Münchener Kommentar zum Straßenverkehrsrecht, 2019, von Frese in Haus/Krum/Quarch, *Gesamtes Verkehrsrecht*, 3. Aufl. 2021, und von Jantkowiak in Bachmeier, *Regulierung von Auslandsunfällen*, 3. Aufl. 2022.

7 Siehe Art. 1272 f. der *Proposition de loi portant réforme de la responsabilité civile*, Doc. Sénat, Nr. 678, 2019 2020, online: <https://www.senat.fr/leg/pp19-678.pdf>; zur Weiterentwicklung des Haftungsrechts bei Personenschäden; siehe insbesondere Zwickel, Der Vorentwurf für eine Reform des französischen Haftungsrechts (*responsabilité civile*), *RIW* 2017, 104, 109.

8 *Rapport du groupe de travail chargé d'élaborer une nomenclature des préjudices corporels*, Juillet 2005 (online: <https://www.vie-publique.fr/rapport/28092-rapport-du-groupe-de-travail-charge-delaborer-une-nomenclature-des-prej>).

9 Zur Entstehungsgeschichte, s. *Rapport Dintilhac*, S. 1 ff.

10 Art. 31 der *Loi Badinter* und Art. 376-1 des *Code de la sécurité sociale*.

11 Z.B. Kassationshof, Kammer für Strafsachen (*Chambre criminelle de la Cour de cassation*), 23. Oktober 2012, Nr. 11-83770; dazu Lambert-Faivre/Porchy-Simon, *Domage corporel*, 9. Aufl. 2022, Rn. 50.

Die Dintilhac-Systematik bildet allerdings nur einen ersten Baustein in der Bezifferung des zu ersetzenden Personenschadens: Sie beschränkt sich darauf, die Schadenspositionen zu identifizieren, die überhaupt ersatzfähig sind (zu denen vorgerichtliche Anwaltskosten übrigens nicht zählen¹²) und diese voneinander abzugrenzen. Die Systematik ist ausgeklügelt und für deutsche Juristen teilweise schwer zu durchdringen: Übergeordnete Kategorien sind unmittelbare Schäden des verletzten Opfers und mittelbare Schäden Dritter, materielle und immaterielle Schäden sowie Schäden vor und nach „Konsolidierung“ des Gesundheitszustands; unter diesen Überkategorien verzweigen sich weiter eine Vielzahl verschiedener Einzelpositionen, die im Bericht näher erläutert werden.

Allein aus der Dintilhac-Systematik lässt sich noch keine Bezifferung eines Schadens herleiten. Hierfür bedarf es der zusätzlichen Heranziehung sogenannter *Référentiels*, also von „Referenzspiegeln“, in denen für jede Schadensposition der Dintilhac-Systematik je nach Verletzungsintensität ein bestimmter Entschädigungsrahmen vorgeschlagen wird. Auch die Referenzspiegel haben keinen bindenden Charakter, werden in der Versicherungspraxis und in der Rechtsprechung aber zur Orientierung herangezogen. Es existieren verschiedene von ihnen, die sich in den vorgeschlagenen Beträgen freilich teilweise erheblich voneinander unterscheiden. In der Rechtsprechung hat offenbar der von einer Arbeitsgruppe von Richtern der französischen Appellationsgerichtshöfe angefertigte *Référentiel indicatif de l'indemnisation du préjudice corporel des cours d'appel* (veröffentlicht von der *École Nationale de la Magistrature*, Bordeaux) von 2016¹³ besondere Bedeutung erlangt, der seither jährlich von Benoît Mornet, Richter am Kassationshof, aktualisiert wird¹⁴.

Bezifferung des Haushaltsführungsschadens

Streitig war in der Sache die Bezifferung des von der Klägerin vorgebrachten „Haushaltsführungsschadens“: Die Klägerin machte geltend, sie habe vor dem Unfall Hausarbeiten in einem Umfang von 24 Stunden wöchentlich verrichtet, die sie nach ihrem Unfall für 94 Wochen nicht mehr ausführen können, und begehrte somit eine Entschädigung jener entgangenen insgesamt 2.256 Stunden zu einem Stundensatz von 10 €.¹⁵

12 Rapport Dintilhac, S. 31, Fn. 76.

13 *Référentiel indicatif de l'indemnisation du préjudice corporel des cours d'appel*, *École Nationale de la Magistrature*, Bordeaux, Sept. 2016.

14 Référentiel Mornet: *L'indemnisation des préjudices en cas de blessures ou de décès*, Sept. 2022.

15 OLG Celle, 23. Juni 2021, juris, Rn. 3.

Die Richter des OLG Celle erweisen sich dank des in Auftrag gegebenen Rechtsgutachtens von „Prof. Dr. W.“ als gut informiert, insbesondere ist sich das Gericht über die Rolle der Dintilhac-Systematik¹⁶ und des ebenfalls herangezogenen *Référentiel des cours d'appel*¹⁷ im Klaren. Somit erkennt es, dass sich die im deutschen Haftungsrecht gängige Figur des „Haushaltsführungsschadens“ nur mit Mühe in die Begrifflichkeit der Dintilhac-Systematik einordnen lässt. Die Vorinstanz hatte zuvor zu Unrecht angenommen, es sei der Klägerin verwehrt, einen materiellen Haushaltsführungsschaden geltend zu machen, wenn sie bereits unter der immateriellen Schadensposition „physiologische Funktionsbeeinträchtigungen im alltäglichen Leben“ (in der Dintilhac-Systematik als *déficit fonctionnel* bezeichnet) Schadensersatz erhalte.¹⁸ Das OLG als Berufungsinstanz deckt diesen Fehler auf und stellt zu Recht fest, dass der geltend gemachte Schaden gerade nicht unter die Position der physiologischen Funktionsbeeinträchtigungen fällt, sondern als materieller Schaden gesondert zu ersetzen ist.¹⁹ Hinzufügen möchte man an dieser Stelle, dass jene Funktionsbeeinträchtigungen die Minderung der Lebensqualität des Geschädigten abbilden, die mit ihnen einhergeht. Der *Rapport Dintilhac*²⁰ nennt in diesem Zusammenhang die Trennung des Geschädigten von seiner Familie während seines Krankenhausaufenthalts, den erzwungenen Verzicht auf zuvor verfolgte Aktivitäten oder Annehmlichkeiten sowie sexuelle Beeinträchtigungen. Es ist daher richtig, dass der „Haushaltsschaden“ unter dieser Position nicht zu subsumieren war, so dass die von der Vorinstanz erkannte „doppelte Entschädigung“ in Wirklichkeit gar keine war.

Freilich setzt auch das OLG die in der französischen Rechtsprechung streng eingehaltene Identifizierung der anwendbaren Schadensposition der *Dintilhac*-Systematik nicht in Gänze um: Es stellt zwar fest, dass die Systematik einen „Haushaltsschaden“ in verschiedene Schadenspositionen einordnet, je nachdem, ob jener Schaden einen „temporären Schaden“ darstellt, der vor Konsolidierung des Gesundheitszustands eingetreten ist, oder einen „endgültigen Schaden“ nach Eintritt der Konsolidierung. Je nach Fall wären zwei verschiedene Schadenspositionen der Systematik, entweder die Position *Frais divers* oder die Position *Assistance par tierce personne*, anwendbar gewesen. Das Gericht sieht jedoch von einer genaueren

16 OLG Celle, 23. Juni 2021, juris, Rn. 33 ff.

17 OLG Celle, 23. Juni 2021, juris, Rn. 36.

18 OLG Celle, 23. Juni 2021, juris, Rn. 5.

19 OLG Celle, 23. Juni 2021, juris, Rn. 39.

20 Rapport Dintilhac, S. 37.

Einordnung ab, mit dem Hinweis, sie führten beide zur Ersatzfähigkeit.²¹ Damit übersieht das Gericht aber möglicherweise, dass sich die Position *Assistance par tierce personne* im Wesentlichen auf zukünftige Schäden bezieht und daher – anders als die Position *Frais divers* – im Wege einer Schätzung aus einer ex-ante-Position zu ermitteln und bei sofortiger Zahlung in Form eines Kapitals ggf. abzu-zinsen ist.²²

Im Ergebnis schadet diese Unsicherheit des Gerichts jedoch nicht, denn aus den Feststellungen des Urteils ergibt sich, dass der geltend gemachte Haushaltsschaden einen temporären Schaden bildet, also unter die Position *Frais divers* fällt, und dass das Gericht auch die Schadensberechnung vornimmt, die in den *Référentiels* im Rahmen der *Frais divers* vorgeschlagen ist: durch Multiplikation der entgangenen Arbeitsstunden mit einem bestimmten Stundensatz²³.

Freiheiten nimmt sich das OLG bei der Höhe des herangezogenen Stundensatzes. Anstelle der geforderten 10 €/Std. spricht das Gericht den zum Zeitpunkt des Unfalls in Deutschland geltenden Nettomindestlohn von 8 €/Std. zu. Der *Référentiel des cours d'appel* von 2016 sah hier eine höhere Betragsspanne vor²⁴, doch darf nicht vergessen werden, dass Referenzspiegel eben nur eine Orientierung bieten, nicht bindend sind und das OLG als Tatsacheninstanz von ihrem Rahmen nach eigenem Ermessen ohne Weiteres abweichen durfte.

Sehr lesenswert sind zum Schluss die Ausführungen zur Verzinsung der Schadensersatzforderung, die ebenfalls unter die französische *lex causae* fällt und folglich, wegen Untätigkeit des Versicherers, insbesondere der (für deutsche Juristen vielleicht unerwarteten) Sanktion der Verdoppelung gemäß Art. 16 der *Loi Badinter* unterworfen war.²⁵

Mit Blick auf die Schwierigkeit und der auch heute in Deutschland noch vergleichsweise wenig bekannten französischen Rechtsgrundsätze der Bezifferung von Personenschäden weist das Urteil des OLG eine erfreulich hohe Qualität auf und leistet zweifellos einen hilfreichen Beitrag zur Lösung ähnlicher, in Zukunft auftretender Fälle vor deutschen Gerichten.

21 OLG Celle, 23. Juni 2021, juris, Rn. 36.

22 *Référentiel Mornet*, 2022, S. 58.

23 *Référentiel Mornet*, 2022, S. 46.

24 *Référentiel des cours d'appel*, 2016, S. 48.

25 OLG Celle, 23. Juni 2021, juris, Rn. 59 ff.



Prof. Dr. Limbach ist Außerplanmäßiger Professor der Universität Kiel und Lehrbeauftragter an der Universität Straßburg. Er ist hauptberuflich als Rechtsanwalt mit Gutachtenspraxis zum deutschen und französischen Privatrecht tätig.

■ Recht verständlich

Le droit d’auteur voisin – das Presseleistungsschutzrecht

von Marie-Avril Roux Steinkühler, Berlin/Paris

Le droit voisin des éditeurs de publications de presse consacré par l’article 15 de la directive (UE) n° 2019/790 du 17 avril 2019 sur le droit d’auteur et les droits voisins dans le marché unique numérique confère aux éditeurs de presse le droit exclusif d’autoriser ou d’interdire la reproduction et la communication au public en ligne à titre commercial de leurs publications par un service de communication au public en ligne¹ (les plateformes Google, Twitter, Facebook, crawlers...), et ce pendant les deux années qui suivent l’année de première publication.

Il s’agit d’un droit « voisin » ou « *verwandt* », car voisin du droit d’auteur des journalistes. Les éditeurs ne sont pas titulaires de droits d’auteurs, mais ils prennent l’initiative et la responsabilité d’éditer les publications de presse et consentent de considérables investissements pour la production de leurs journaux et magazines, et le droit voisin est là pour récompenser ces investissements et soutenir la pluralité de la presse. Un tel voisinage existe déjà dans les secteurs de la musique et de l’audiovisuel, pour lesquels les producteurs reçoivent une partie des fruits des exploitations des enregistrements, pour lesquels les auteurs, compositeurs et réalisateurs perçoivent des droits d’auteur. Ce droit est donc classé dans le Code

¹ Tel que ce terme est défini par l’article 1.1 de la directive (UE) 2015/1535 du 9 septembre 2015.

de la propriété intellectuelle français comme dans la *Urheberrechtsgesetz* allemande dans leurs parties respectives consacrées aux droits voisins².

L'instauration de ce droit voisin apparaissait indispensable. La presse « apporte une contribution fondamentale au débat public et au bon fonctionnement d'une société démocratique »³. L'existence d'une presse plurielle permet seule la disponibilité d'informations fiables. Or, la presse souffre depuis des années de l'absorption de ses revenus par la Silicon Valley.

La disponibilité en ligne d'articles de presse a permis aux moteurs de recherche, réseaux sociaux et autres agrégateurs d'informations de générer d'importants revenus. Non que ces articles aient été vendus par eux, mais ils ont permis de nourrir gratuitement les contenus de ces services, qui ont pu donner tout aussi gratuitement les informations attendues par les internautes, augmentant de manière exponentielle leur fréquentation. Ce faisant, leurs services publicitaires sont devenus toujours plus attractifs, puisqu'ils captent l'essentiel du public. Mais surtout, le traitement des données personnelles, les informations les plus intimes récoltées lors de la lecture des articles, leur permet d'offrir un service publicitaire toujours mieux ciblé. Impossible pour la presse de lutter contre cette force centrifuge, sans droit à faire valoir. Les revenus publicitaires de la presse ont été divisés par deux, ceux des géants californiens absorbent désormais 95% des revenus publicitaires mondiaux. La création d'un droit au profit de la presse s'imposait.

Mais qu'est-ce qu'une publication de presse ?

Les lois française et allemande ont repris presque mot pour mot la directive en les définissant⁴ comme une collection composée principalement d'œuvres littéraires de nature journalistique, mais qui peut également comprendre d'autres œuvres ou objets protégés, et qui constitue une unité au sein d'une publication périodique ou régulièrement actualisée sous un titre unique ayant pour but de fournir au public en général des informations liées à l'actualité ou d'autres sujets, sur tout support, à l'initiative, sous la responsabilité éditoriale et sous le contrôle d'un éditeur ou d'une agence de presse.

Les publications périodiques, publiées à des fins scientifiques ou universitaires, telles que les revues scientifiques, et les blogs privés sont exclus, conformément à la directive.

² Dans le CPI au Livre II, articles L 211-1 à L 218-5 et dans la UrhG dans le *Teil 2* et également à l'*Abschnitt 7*, §§ 87f à 87k.

³ Considérant 54 de la directive.

⁴ Définitions de la directive à l'Article 2 (4) ; article L. 218-1 du CPI et § 87f UrhG.

Si l'éditeur de presse est défini laconiquement par le droit allemand comme « *wer eine Presseveröffentlichung herstellt*⁵ », l'article L. 218 III du CPI renvoie à la loi de 1986 sur la presse⁶, tout à la fois plus lyrique – elle parle de « *mode écrit de diffusion de la pensée* » - et technique : qualification des éditeurs par une commission, exigences d'emploi de journalistes détenteurs d'une carte de presse notamment⁷.

Différence notable, les agences de presse, comme le permet la directive, sont également bénéficiaires de ce régime en droit français, mais pas en Allemagne.

Les débiteurs – ou qui paie ?

Est débiteur tout service de la société de l'information, c'est-à-dire tout service presté normalement contre rémunération, à distance, par voie électronique et à la demande individuelle d'un destinataire de services, par opposition aux services de radiodiffusion, puisque l'internaute n'a pas de maîtrise du programme.

Le respect du droit des tiers rappelé par le législateur allemand

Il est important de relever que le législateur allemand, soucieux de la protection des tiers et du consommateur, a développé un §87h pour rappeler que les droits des éditeurs ne doivent pas viser à restreindre les droits des tiers et, dans la pratique, des consommateurs. Rien de tout cela dans la loi française, ce qui peut prêter à discussion dans certains cas, même si le principe général du droit à la copie privée s'applique.

Une rémunération non définie par la loi allemande et longuement prévue par le code français

L'article L 218-4 CPI explicite d'abord l'assiette de la rémunération. Elle est, conformément aux règles du droit d'auteur français, proportionnelle aux recettes de l'exploitation, mais précise le texte, que ces recettes soient « de toute nature, directes ou indirectes ». Ce point est essentiel, car dans la pratique, les services de la société de l'information ont plusieurs types de revenus, tirés de la publicité sur les pages où se trouvent les articles de presse, mais aussi hors articles de presse, tirés ensuite des données qui sont commercialisées, par exemple des produits de l'intelligence artificielle qui peuvent être générés etc.

L'article prévoit ensuite la prise en compte dans la fixation de la rémunération de la « valeur » des publications concernées elles-mêmes : investissements humains, matériels et financiers réalisés par les éditeurs et les agences de presse, la contribution des publications de presse à l'information politique et générale et bien sûr,

⁵ § 87f (3) UrhG

⁶ Loi n°86-897 du 1^{er} août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse.

⁷ Décret d'application n° 2009-1340 du 29 octobre 2009, qui définit aussi les services d'information politique et générale qui dans la pratique, bénéficient de soutiens financiers importants de l'État français depuis plusieurs années.

l'importance de l'utilisation des publications de presse par les services de communication au public en ligne.

Autant de critères à la fois favorables à la presse mais complexes à mettre en œuvre, et sujets à des pourparlers sans fin. Finalement, la doctrine et la jurisprudence allemandes se fondant par principe sur le chiffre d'affaires réalisé par l'utilisateur, le principe peut être plus simple à mettre en œuvre.

Enfin, les services de communication au public en ligne sont tenus de fournir aux éditeurs de presse et aux agences de presse tous les éléments d'information nécessaires à une évaluation transparente, ce qui manque aussi dans la loi allemande.

Et les journalistes ?

La directive prévoit qu'ils reçoivent une part appropriée des revenus des éditeurs de presse. La loi française ajoute même l'adjectif « équitable »⁸. Cette part est fixée par un accord d'entreprise ou, à défaut, par tout autre accord collectif, le recours à une commission ad hoc étant prévu.

Au risque de faire rougir les clichés, la loi allemande est plus directe, puisqu'elle garantit un tiers des redevances aux journalistes⁹, sauf si une règle de rémunération commune conforme au § 36 UrhG ou une convention collective prévoient moins.

La possibilité de confier la gestion des droits à un organisme de gestion collective est expressément mentionnée dans la loi allemande, elle est de droit en droit français. S'appliquent alors en sus les règles de gestion, de contrôle et de conciliation spécifiques à ces organismes. Elles se trouvent dans le code de la propriété intellectuelle au Livre II, titre II, et sont prévues par une loi ad hoc par le droit allemand¹⁰.

Conclusion dubitative

Les droits français et allemands ont très fidèlement repris la directive européenne, les transpositions sont louables et se reposent naturellement sur les procédures habituelles pour résoudre les différends.

Mais dans la pratique, les négociations avec les services de la société de l'information se sont révélées très inhabituelles, les services en question s'opposant à toute négociation ou les rendant impossibles. En France, seuls le soutien politique et plusieurs décisions de condamnation de l'Autorité de la Concurrence¹¹ au prix de longues

8 L'article L. 218-3 CPI.

9 § 87k UrhG.

10 *Gesetz über die Wahrnehmung von Urheberrechten und verwandten Schutzrechten durch Verwertungsgesellschaften* (VGG) du 26 mai 2016.

11 Notamment décision 21-D-17 du 12 juillet 2021 relative au respect des injonctions prononcées à l'encontre de Google dans la décision n° 20-MC-01 du 9 avril 2020.

et complexes procédures ont permis de commencer à faire plier ces services plus de deux années après la loi. En Allemagne, ce soutien est inexistant, le *Bundeskartellamt* se tait, les procédures s'enlisent. Forts des déconvenues françaises et allemandes, les derniers pays à transposer ont prévu, qui des modes alternatifs de résolution des litiges, qui la fixation de la rémunération par une autorité de tutelle, qui des délais de négociations sous peine de sanction. L'harmonisation européenne ne s'en trouve pas servie...



Marie-Avril Roux Steinkühler est avocate aux barreaux de Paris et Berlin et associée du cabinet MARS-IP. Elle exerce dans le secteur de la propriété intellectuelle des affaires, avec un focus en droit d'auteur, média, nouvelles technologies, marques. Elle est diplômée de Sciences Po Paris et titulaire d'un LL.M. Immaterialgüterrecht und Medienrecht (Humboldt-Universität zu Berlin).

■ Lesenswertes

Norbert Gross, *Was blieb von Kaisers Recht in Elsass-Lothringen?* (Heft 40 der Schriftenreihe des Rechtshistorischen Museums Karlsruhe); Verlag der Gesellschaft für Kulturhistorische Dokumentation, Karlsruhe 2022, kart., 100 S.

von Prof. Dr. Joachim Gruber, Westsächsische Hochschule Zwickau

Elsass-Lothringen war von 1871 bis 1919 Teil des deutschen (Kaiser) Reichs. Zu Beginn stellt Gross klar, dass der Begriff „Elsass-Lothringen“ erst 1871 von den Deutschen geprägt wurde. Er sei ungenau, weil zum historischen Elsass auch Belfort und seine Umgebung zählt, diese Region hatte Bismarck aber an Frankreich zurückgegeben. Auch der lothringische Teil umfasse nicht die ganze historische Region Lothringen, sondern nur deren mehrheitlich deutschsprachigen Teil; Lothringens Kerngebiet mit der Hauptstadt Nancy blieb bei Frankreich.

Nach dem Ersten Weltkrieg wurde durch ein Gesetz vom 17. Oktober 1919 die vorläufige Fortgeltung des deutschen Rechts angeordnet (das in vielen Punkten moderner war als das französische Recht, da mit der Schaffung reichseinheitlicher Gesetze in Zivilsachen erst ab 1871 begonnen worden war; ferner hatte das Deutsche Reich mit der Bismarck'schen Sozialgesetzgebung eine soziale Sicherung geschaffen, die es in Frankreich damals noch nicht gab). Zugleich wur-

den Kommissionen eingesetzt, welche die Bedingungen einer allmählichen Übernahme des gesamten französischen Rechts festlegen sollten. 1924 wurden Überleitungsgesetze verabschiedet. Sie sahen die grundsätzliche Einführung des französischen Rechts vor; zugleich gab es einen umfangreichen Katalog von bisher geltenden Bestimmungen, die für eine Übergangszeit von zehn Jahren weitergelten sollten. Kurz vor Ablauf der Zehn-Jahres-Frist wurde das Provisorium im Dezember 1934 um weitere zehn Jahre verlängert. Diese neue Frist konnte aber wegen der faktischen Annexion der drei Ost-Departements (Bas-Rhin, Haut-Rhin und Moselle) durch das Deutsche Reich von 1940 bis 1944 nicht eingehalten werden. Schließlich hob der Gesetzgeber 1951 die Befristung auf.

Gross beschreibt einige dieser Besonderheiten: Während Frankreich sonst nur Kaufmannsgerichte kennt, die ausschließlich mit Laienrichtern aus der Kaufmannschaft besetzt sind, gibt es in den drei Ost-Departements Kammern für Handelssachen mit einem Berufs- und zwei ehrenamtlichen Richtern. Diese aus Deutschland übernommene Regelung war ihrerseits von der französischen Praxis beeinflusst; man übernahm bei der Ausarbeitung des GVG die Mitwirkung der Handelsrichter, ergänzte die Besetzung der Kammern aber durch einen Berufsrichter. Gross liefert eine überzeugende Erklärung (S. 35), wieso dieses von der Wissenschaft und Praxis als gelungen gepriesene Modell nicht im übrigen Frankreich eingeführt wurde: Die beteiligten Kaufmannskreise wollten ihre mit Präsidenten- und sonstigen Ehrentiteln ausgestatteten Handelsrichterposten behalten.

Weitere Besonderheiten sind: Das von einem Amtsgericht zu führende Grundbuch, zugleich wurde das formelle deutsche Grundbuchrecht weitergeführt (während das materielle Recht durch das französische Recht ersetzt wurde); das Vereinsrecht; das formelle Erbscheinverfahren; die Voraussetzungen für die Mitgliedschaft in der Handwerkskammer; zwei zusätzliche gesetzliche Feiertage (zweiter Weihnachtsfeiertag und Karfreitag). Ferner gibt es das Verbot, Geschäfte an Sonn- und Feiertagen zu öffnen. Bei einigen Bestimmungen ist der deutsche Ursprung kaum noch zu erkennen: Das (deutsche) Jagdrecht wurde 2012 in das Umweltgesetzbuch übernommen mit der Maßgabe, dass die betreffenden Bestimmungen nur in den drei Ost-Departements anwendbar sind (Art. L. 429-1 *Code de l'environnement*).

Gross weist auf die Merkwürdigkeit hin, dass die Reichsgesetze in deutscher Sprache erlassen worden waren und im Originaltext fortgelten. Erst aufgrund einer Entscheidung des *Conseil Constitutionnel* vom 30. November 2012 (der die einschlägigen Bestimmungen der

„Gewerbeordnung“ in deutscher Sprache in seinem Urteil wiedergibt) wurde eine offizielle Übersetzung der meisten Bestimmungen gefertigt.

Überraschend ist die Ausgestaltung des Staatskirchenrechts: Das nachrevolutionäre, napoleonische Konkordat mit dem Heiligen Stuhl von 1801 wurde in Frankreich 1905 abgeschafft und durch eine strikte Trennung von Staat und Kirche ersetzt. In den drei Ost-Departements, die 1905 Teil des Deutschen Reichs waren, blieb das Konkordat allerdings in Kraft. Zwar war auch für diese Region die Trennung von Staat und Kirche geplant. Dieses Vorhaben hatte aber zur Folge, dass in den drei Ost-Departements Rufe nach einer kulturellen und rechtlichen Autonomie laut wurden; dies führte zu einem Umdenken in Paris. Zu einem Hin und Her kam es im Zweiten Weltkrieg: Das Deutsche Reich hatte nach dem Waffenstillstand 1940 die drei Ost-Departements nicht in das Deutsche Reich eingegliedert, sondern nur faktisch annektiert. Das Konkordat vom 20. Juli 1933 zwischen dem Heiligen Stuhl und dem Deutschen Reich galt für dieses Gebiet daher nicht. Durch eine Verordnung vom 29. Oktober 1940 des deutschen Chefs der Zivilverwaltung im Elsass wurden die bisherigen staatskirchenrechtlichen Regelungen aufgehoben. Mit der französischen Verordnung vom 15. September 1944 wurden sämtliche Maßnahmen der deutschen Besatzungsmacht rückwirkend für unwirksam erklärt. Damit galt kirchenrechtlich wieder der Status quo ante. Eine Kuriosität dabei ist, dass die (katholischen) Bischöfe von Straßburg und Metz nicht durch den Papst, sondern durch den Ersten Konsul, Napoleon, seine jeweiligen Nachfolger, dann durch den Deutschen Kaiser und nunmehr durch den französischen Staatspräsidenten ernannt werden (nur die kanonische Einsetzung erfolgt durch den Papst). Diese Regelungen gelten bis heute weiter.

Der französische Staat übernahm unter Napoleon die Besoldung der Geistlichen. Diese Regelung gilt in den drei Ost-Departements noch immer, obwohl die Verfassungen von 1946 und 1958 Frankreich als laizistische Republik bezeichnen. Eine „Vereinigung zur Förderung und Verbreitung von Laizität“ (*Association pour la promotion et l'expansion de la laïcité*) klagte deswegen vor dem Verwaltungsgericht mit dem Antrag, dass Geistliche nicht weiter durch den Staat besoldet werden. Der *Conseil d'État* legte die Sache wegen der grundsätzlichen Bedeutung der aufgeworfenen verfassungsrechtlichen Fragen dem *Conseil Constitutionnel*, dem französischen Verfassungsgerichtshof, vor. In seiner knapp begründeten Entscheidung vom 21. Februar 2013 weist dieser darauf hin, dass Frankreich zwar eine laizistische Republik sei, sich aus den Vorarbeiten zu den Verfassungen von 1946 und 1958 ergebe, dass mit den Verfassungen die Best-

immungen in den drei Ost-Departements nicht in Frage gestellt werden sollten. Damit gebe es nun, so Gross, auch ein „partikulares Verfassungsrecht“.

Das regionale Sonderrecht unterliege einem Alterungsprozess, da es die gesetzgeberischen Anpassungen des deutschen Gesetzgebers an die geänderten Lebensumstände seit 1919 nicht nachvollzogen hat. Gross verwendet das Bild eines „deutschen Inselrechts in Frankreich“, das „verschlossen in einer Zeitkapsel“ sei. Existenziell für das lokale Recht sei das 1985 gegründete „*Institut du Droit Local Alsacien-Mosellan*“ in Straßburg, das sich um die Pflege des „*droit local*“ kümmert und es oftmals überhaupt erst für Rechtssuchende in der heutigen Zeit zugänglich macht. Das regionale Sonderrecht sei dennoch auf dem Rückzug; es habe aber nach wie vor seine Bedeutung als ein Identität stiftendes Kulturgut.

Gross hat eine gut lesbare Abhandlung über ein wenig bekanntes Phänomen geschrieben. Mit der Darstellung der Besatzungszeit von 1940 bis 1944 und deren juristischer Bewältigung in Elsass-Lothringen betritt Gross Neuland; bislang war zu diesem sensiblen Thema noch nichts publiziert worden. Obwohl der eigentliche Textteil nur knapp 50 Seiten umfasst (dem folgt ein Anhang mit Anmerkungen und der vollständige Abdruck von drei wichtigen Entscheidungen des *Conseil Constitutionnel*), schafft er es, auch auf interessante Details einzugehen. Er erwähnt z.B., dass die vorletzte Verordnung, welche das Deutsche Reich in Elsass-Lothringen erlassen hat, die „SteuervereinfachungsVO“ vom 19. Oktober 1944 war (zu diesem Zeitpunkt standen die Alliierten schon im südlichen Teil des Elsass!). Daneben gibt er Hinweise auf juristisch kuriose Konstruktionen: Im September 1939 wurde die Zivilbevölkerung der drei Ost-Departements in den Süden Frankreichs evakuiert. Zugleich wurde angeordnet, dass für die evakuierte Bevölkerung weiterhin deren heimisches Sonderrecht bezüglich des Religionsunterrichts und der Sozialversicherung Anwendung findet. Dieser Anwendungsfall eines personalen Kollisionsrechts in Frankreich ist heute selbst den Kollisionsrechts-Spezialisten nicht mehr bekannt.



Prof. Dr. Joachim Gruber, D.E.A. (Paris I), ist Professor an der Westsächsischen Hochschule Zwickau und war früher Professeur des universités an der Université Paris Nanterre. Seine Forschungsschwerpunkte liegen im Markenrecht, dem Europarecht und dem Recht der Internationalen Organisationen.

Hinweis:

Das Buch von Prof. Dr. Norbert Gross zu „Kaisers Recht“ kann zum Preis von 25 Euro im Rahmen einer Sammelbestellung über unser Sekretariat bestellt werden. Bei Interesse senden Sie bitte eine E-Mail an jleith@uni-mainz.de.

■ Neue Perspektiven

Milliman,

eine global tätige Unternehmens- und Strategieberatung
im Bereich Finanzdienstleistungen, sucht für den Standort Paris

einen dreisprachigen Rechtsanwalt (m/w/d)
(Senior Legal Counsel IT and Contract Law, EMEA)

in Vollzeit.

Hier geht es zur [**Stellenausschreibung**](#)



Deutsch-französischer Rechtsanwalt/Diplom-Jurist (m/w/d) mit bis zu 100 % Homeoffice

Wir suchen eine*n Rechtsanwält*in/Diplom-Jurist*in im Wirtschaftsrecht ab Januar 2023

Wer wir sind:

Wir sind eine Rechtsanwaltskanzlei mit einer humanen Größe von sechs Kolleg*innen und einer langjährigen Erfahrung im deutsch-französischen Rechtsverkehr. Zur Verstärkung unseres Teams suchen wir eine*n deutsch-französische*n Rechtsanwält*in oder Diplom-Jurist*in mit in Deutschland abgeschlossenem Rechtsreferendariat. Die Standorte für die Stelle sind wahlweise Straßburg oder Kehl (bei Straßburg). Homeoffice zum Teil bzw. zu 100 % ist möglich.

Was wir bieten:

- an Ihre persönlichen Bedürfnisse angepasste und ausgewogene Arbeitszeiten, auf Wunsch auch in Teilzeit,
- junges Ambiente,
- laufende fachliche Ausbildung und Begleitung,
- unseren Mandanten aus dem Mittelstand täglich in ihren deutsch-französischen, interessanten und abwechslungsreichen Angelegenheiten überwiegend im französischen Wirtschaftsrecht direkt zur Seite stehen.

Mit welchem Profil Sie zu uns passen werden:

- Sie arbeiten gerne in einem internationalen Kontext, und zwar Deutsch, Französisch und Englisch;
- Sie haben Freude am Kontakt mit Unternehmen, sowohl mit relativ kleinen oder aber sehr großen;
- Sie haben bereits berufliche Erfahrung in Deutschland gesammelt bzw. gerade Ihr Rechtsreferendariat in Deutschland beendet und bereits Erfahrung in Form von einem oder mehreren Semestern an einer französischen Universität oder einer Wahlstation in Frankreich sammeln können;
- Sie möchten sich mit unserer Hilfe ins deutsche sowie ins französische Wirtschaftsrecht einarbeiten und für deutsch-französische Mandanten tätig werden.

Schreiben Sie uns einfach eine E-Mail an contact@berton-associes.com oder füllen Sie das Kontaktformular auf unserer Website (www.berton-associes.de) aus. Wir freuen uns, Sie kennenzulernen!



Rechtsanwalt (m/w/d)

im Wirtschaftsrecht (in Vollzeit)

Wer wir sind

DS GRANER & Partner mbB Rechtsanwälte Avocats – deutsch-französisches Savoir-faire seit 1980. DS ist auch das Know-how von 400 Rechtsexpert*innen, die in 26 Büros auf 4 Kontinenten arbeiten. Unser Team verbindet die langjährige Berufserfahrung der Seniorpartner mit der Energie und der Vision der jüngeren Mitarbeiter*innen.

Wir zeichnen uns aus durch Professionalität, Zuverlässigkeit und Seriosität. Zu unseren Mandanten gehören national und international tätige Unternehmen, Banken und Versicherungsgesellschaften, die wir insbesondere im internationalen Kauf-, Arbeits-, Handels- und Gesellschafts- sowie Insolvenzrecht begleiten.

Verstärken Sie unser Team, entfalten Sie bei uns Ihre Fähigkeiten und gestalten Sie mit uns die **Zukunft!**

Sie werden

- nach Einarbeitung vielfältige Aufgaben im internationalen Wirtschaftsrecht erhalten
- direkten Mandantenkontakt und Mandatsverantwortung haben

Wer Sie sind und was Sie mitbringen

- abgeschlossene juristische Staatsexamina
- gute Englisch- und Französischkenntnisse. Weitere Sprachkenntnisse sind wünschenswert, aber keine Voraussetzung
- neugieriger, engagierter Teamplayer mit Begeisterung für den Anwaltsberuf
- erste Erfahrung oder gerne Berufseinsteiger

Wir bieten Ihnen

- spannende Mandate in einem internationalen Arbeitsumfeld
- individuelle Förderung durch Fortbildung, flache Hierarchien und offene Türen
- einen modern ausgestatteten Arbeitsplatz mit guter Verkehrsanbindung
- Work-Life-Balance und familienfreundliche Atmosphäre

Werden Sie Teil unseres Teams!

Wir freuen uns auf Ihre Bewerbung unter Angabe Ihrer Gehaltsvorstellungen und Ihres frühestmöglichen Starttermins per E-Mail an: kariere@ds-graner.com

DS GRANER & Partner mbB Rechtsanwälte Avocats

Griegstraße 27 B
70195 Stuttgart

www.dsavocats.com • kariere@ds-graner.com


WEILAND & PARTENAIRES

AVOCATS À LA COUR · RECHTSANWÄLTE
PARIS · HAMBOURG · STUTTGART

Avocat(e) collaborateur/collaboratrice libéral(e)

Cabinet d'avocats franco-allemand à Paris 4^{ème} recrute un(e) collaborateur/collaboratrice débutant(e) ou confirmé(e).

Le cabinet conseille et assiste entreprises et particuliers dans le domaine franco-allemand, et intervient sur des problématiques ayant trait au droit des affaires et de l'entreprise, au droit social, au droit commercial et au droit de la responsabilité.

Rigoureux/se, organisé(e), ayant esprit d'équipe et d'initiative, vous souhaitez exercer dans un Cabinet dynamique dans lequel vous serez pleinement intégré(e).

Description du poste :

- Rédaction d'actes (assignation, conclusions, dires, consultations etc.)
- Suivi des dossiers
- Audiences, réunions d'expertise judiciaire etc.
- Lieu de travail : Paris, déplacements à prévoir

Votre profil :

Titulaire du CAPA.

Maîtrise de la langue allemande tant à l'écrit qu'à l'oral.

Notions de droit allemand (p. ex. bi-cursus franco-allemand).

Débutant ou ayant une expérience professionnelle.

Vous savez prendre des initiatives, travailler tant en équipe que de façon autonome, et avez le sens des responsabilités.

Vous êtes prêt(e) à préparer et à passer - avec notre aide - l'examen d'aptitude à l'obtention du titre d'avocat allemand.

Poste à pourvoir :

- Tout de suite ou dès que possible

Merci d'adresser vos candidatures à info@weiland.fr



**Stellenangebot – Rechtsanwalt für die Bereiche
Produkthaftungsrecht und Recht der industriellen Risiken**

Die Pariser Rechtsanwaltskanzlei Vogel & Vogel mit Schwerpunkt Wirtschaftsrecht berät vor allem deutsche und österreichische Unternehmen aller Branchen und Größen sowie deren französische Niederlassungen.

Wir suchen einen zweisprachigen Rechtsanwalt (m/w/d) – Deutsch und Französisch –, möglichst mit erster erfolgreicher Berufserfahrung in den Bereichen Produkthaftungsrecht und Recht der industriellen Risiken.

Wir sind ein dynamisches Team, in das Sie sich leicht mit Unterstützung eines Managers integrieren werden. Ihr Aufgabengebiet umfasst sämtliche Aspekte von Streitfällen in deutscher und französischer Sprache: Aktenanalyse zusammen mit dem Mandanten, Schriftsätze, mündliche Ausführungen, Hilfe bei der Erstellung von Gerichtsgutachten (einschließlich Reisen innerhalb Frankreichs), Verhandlungen und Vergleiche.

Wir erwarten Sozialkompetenz, Teamgeist, Sorgfalt und ausgezeichnete redaktionelle Fähigkeiten.

Ihr Profil:

- Sie haben eine abgeschlossene Ausbildung im deutschen und französischen Recht.
- Sie sind französischer Rechtsanwalt mit hervorragenden Deutschkenntnissen oder deutscher Rechtsanwalt mit hervorragenden Französischkenntnissen.
- Sie haben fundierte Kenntnisse im Privatrecht bzw. Wirtschaftsrecht und verfügen idealerweise über erste Berufserfahrung in einer Anwaltskanzlei.

Die Stelle ist ab sofort zu besetzen.

Ihre aussagekräftigen Bewerbungsunterlagen – Bewerbungsschreiben und Lebenslauf – senden Sie bitte per E-Mail an: vogel-contact@vogel-vogel.com

30 avenue d'Iéna, 75116 Paris | Avenue des Genlois 9, 1040 Bruxelles
 Tel. +33 (0)1 53 67 76 20 | Fax +33 (0)1 53 67 76 25
vogel-contact@vogel-vogel.com
www.vogel-vogel.com